

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	2.000	4.000	1.100	2.100	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. 21-37-18 -- 21-61-08 — FAX (228) 21-61-07 — LOME
Etranger	2.300	4.300	1.250	2.350	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :	
Togo, France et autres pays d'expression française	150 frs
Etranger : Port en sus	
Les numéros spéciaux	200 frs

Les abonnements et annonces sont payables d'avance	
La ligne	80 frs
Minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
Minimum	250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL. : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

1992

15 juin — Décision n° 450/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la formation de jeunes pilotes togolais.....	867
14 oct. — Décision n° 1169/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.....	867
14 oct. — Décision n° 1173/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la Santé et de la Population.....	868
16 oct. — Décision n° 1194/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'Environnement et du Tourisme.....	868
22 oct. — Décision n° 1213/MEF/FCS accordant une subvention au Conseil de Coopération Douanière (C.C.D.).....	868

22 oct. — Décision n° 1214/MEF/FCS accordant une subvention à l'Agence locale de l'ASECNA.....	868
22 oct. — Décision n° 1215/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de fonctionnement du Comité Inter-africain d'Etudes Hydrauliques (C.I.E.H.).....	868
22 oct. — Décision n° 1216/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Ecole Africaine et Mauricienne d'Architecture et d'urbanisme (EAMAU).....	868
22 oct. — Décision n° 1220/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du Commerce et des Transports.....	868
22 oct. — Décision n° 1221/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la Justice.....	868
22 oct. — Décision n° 1222/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du Centre Africain de Formation Coopérative (CPFC).....	869
29 oct. — Décision n° 1224/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du bien-être social et de la Solidarité nationale.....	869
2 nov. — Décision n° 1231/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du Groupement Togolais d'Assurances (G.T.A.).....	869
2 nov. — Décision n° 1232/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du directeur des affaires communes au ministère de l'Economie et des Finances.....	869
2 nov. — Décision n° 1235/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la Commu.....	869

2 nov. — Décision n° 1238/MEF/CF portant attribution d'une indemnité de fonction.....	869
9 nov. — Décision n° 1259/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au financement de la mission de vérification des Nations Unies en Angola (U.N.A.V.E.M.).....	870
9 nov. — Décision n° 1260/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du Centre Africain de Recherche Appliquée et de Formation en matière de Développement Social (CAFRADES).....	870
10 nov. — Décision n° 1271/MEF/FCS portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.....	870
10 nov. — Décision n° 1277/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la Zone III du Conseil Supérieur de Sport en Afrique (CSSA - Zone III).....	870
10 nov. — Décision n° 1280/MEF/F accordant un crédit complémentaire à M. AGBOKOU Codjo.....	870
10 nov. — Décision n° 1281/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).....	870
10 nov. — Décision n° 1282/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'A.N.I.C.E.F. et au C.I.C.R.....	871
10 nov. — Décision n° 1283/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au centre de rencontre et d'Etudes des dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF).....	871
10 nov. — Décision n° 1284/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'Alliance Coopérative Internationale, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (A.C.I.-B.R.A.O.).....	871
10 nov. — Décision n° 1285/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au Comité pour l'Elimination de la Discrimination Raciale.....	871
10 nov. — Décision n° 1286/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de UNHCR.....	871
10 nov. — Décision n° 1287/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit des préfectures et communes.....	871
10 nov. — Décision n° 1288/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la Mission Préparatoire des Nations Unies au Cambodge (M.I.P.R.N.U.C.).....	873
10 nov. — Décision n° 1290/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.....	873
10 nov. — Décision n° 1291/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.....	873
10 nov. — Décision n° 1292/MEF/FCO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du Réseau des Chemins de Fer du Togo (C.F.T.).....	874
10 nov. — Décision n° 1293/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du Service de Gestion du Palais des Congrès de Lomé.....	874
10 nov. — Décision n° 1294/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de la Communication et de la Culture.....	874

10 nov. — Décision n° 1295/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (O.I.P.C.-Interpol).....	874
10 nov. — Décision n° 1296/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la "Fédération Internationale	
10 nov. — Décision n° 1297/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministère du Bien-Être social et de la Solidarité nationale.	874
13 nov. — Décision n° 1314/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au cabinet du ministre de l'Economie et des Finances	874
13 nov. — Décision n° 1319/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au groupe d'Observateurs des Nations Unies en Amérique Centrale (O.N.U.C.A.)	875
Décisions portant nominations de régisseurs.....	875
1992	
14 oct. — Arrêté n° 514/MEF/DGI portant approbation de dégrèvement en matière de contributions.....	876
15 oct. — Arrêté n° 517/MEF/DCO portant création d'une caisse d'avance.....	876
22 oct. — Arrêté n° 529/MEF/DGI portant attribution d'indemnités spéciales aux comptables de la direction générale des Impôts.....	876
22 oct. — Arrêté n° 530/MEF/DGI attribuant la compétence du recouvrement des impôts directs et indirects aux comptables de la direction générale des Impôts.....	876
3 nov. — Arrêté n° 534/MEF/DF/DCO portant création d'une caisse d'avance.....	876
Arrêté portant nomination	876

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1992

20 oct. — Arrêté n° 1381/METFP portant création d'une commission de révision du code du travail.....	877
Arrêtés portant rappels à l'activité, reprise de service, titularisations, détachements, absences irrégulières, retraite, nominations, intégrations, arrêtés rapportés et rectificatifs à de précédents arrêtés portant absences irrégulières, nominations, retraite et admission définitive.....	877

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1992

13 nov. — Arrêté n° 554/MEF/CR accordant une rente d'invalidité à M. SE-NYOH Klévor Koffi	895
13 nov. — Arrêté n° 555/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ATTIKPO Agbevidé.....	895
13 nov. — Arrêté n° 556/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants à M. KOUMAH Kodjo	895
13 nov. — Arrêté n° 559/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AGBODJAN Ata Combé.....	896

13 nov. — Arrêté n° 560/MEF/CR accordant secours temporaire à M. BETE-MA Bang'na	896
13 nov. — Arrêté n° 561/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. IDOH Koffi	896
13 nov. — Arrêté n° 562/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu MOGLE Laré	896
13 nov. — Arrêté n° 563/MEF/CR accordant majoration pour enfants à M. ATANDJI Kodjo	897
13 nov. — Arrêté n° 564/MEF/CR suspendant l'arrêté n° 368/MEF/CR du 8-5-1990 à M. ASSIH Agoussoyè	897
13 nov. — Arrêté n° 565/MEF/CR accordant majoration pour enfants à M. AMAVI Atayi Amakoué Koffi	897
13 nov. — Arrêté n° 566/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu LAWSON Gbessiva Theilly N'kutamin	897
13 nov. — Arrêté n° 567/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à ESSIOMLE Koffi	898
13 nov. — Arrêté n° 568/MEF/CR portant révision de pension de retraite à M. EDAH Komi Nukamewo	898
13 nov. — Arrêté n° 569/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de feu NUBUKPO Ayawo	898
13 nov. — Arrêté n° 570/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants à M. AKABOU Komlan Kouma	898
13 nov. — Arrêté n° 571/MEF/CR portant révision d'une pension de retraite à M. KOMBATE Kolani	899
13 nov. — Arrêté n° 573/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de feu AWADE Tchonda	899
13 nov. — Arrêté n° 574/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à BUABEY Adoté Koffi (Jean)	900
13 nov. — Arrêté n° 575/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ESSESSI Kodjo Essikpé Woumato	900
13 nov. — Arrêté n° 576/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. HOUNSIHOUE Koffi Avoulété	900
13 nov. — Arrêté n° 577/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu BAROMA Kézié	901
13 nov. — Arrêté n° 578/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AMEKOU DJI Dossah	901
13 nov. — Arrêté n° 580/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. TSE Yao Ganyo	902
13 nov. — Arrêté n° 581/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AYIH Anani Ansah Lolo	902
Arrêté n° 401/MEF/CR du 10 juillet 1989 portant concession d'une pension d'orphelin à M. BRYM Fassassi (rectificatif)	902
Arrêté n° 316/MEF/CR du 26 avril 1990 portant concessions de veuve et d'orphelin à M. BADJI Tehapo Kossi (rectificatif)	902
Décisions portant approbation de rôles	902

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis, communications et annonces

ECOBANK-TOGO (Bilan au 30 septembre 1992)	909
U.T.B. (Bilan au 30 septembre 1992)	911
S.N.I. et F.A. (Bilan au 30 septembre 1992)	911

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Paielements

Décision n° 450/MEF/FCS du 15/7/92 — Est autorisé le paiement de la somme de VINGT-CINQ MILLIONS (25 000 000) de Francs CFA, représentant la prise en charge des frais de formation de jeunes pilotes togolais au titre de l'année 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 90 33 63 00 00 139 ouvert à la BTCI Lomé - Agence Tokoin au nom de l'AERO-CLUB du Togo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 33, chapitre 91, article 00 00, paragraphe 81 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Déblocaage de crédits

Décision n° 1169/MEF/FCS du 14/10/92 — Il est mis à la disposition du ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, un-crédit de DIX MILLIONS (10 000 000) de Francs CFA dont 5 000 000 de Francs CFA pour les frais de déplacement et 5 000 000 de Francs CFA pour les voyages officiels afin de lui permettre de terminer l'année.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1173/MEF/FCS du 14/10/92 — Il est mis à la disposition du ministre de la Santé et de la Population, un crédit de CENT QUATRE VINGT MILLE (180 000) Francs CFA pour lui permettre l'inscription du docteur DOSSIM Assang, chef de chirurgie-traumatologie (CHU-Tokoin) au 3^e congrès de l'association des orthopédistes de langue française au Canada.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (conférences internationales).

Décision n° 1194/MEF/DCO du 16/10/92 — Il est mis à la disposition du ministre de l'Environnement et du Tourisme, un crédit de QUATRE MILLIONS QUATRE VINGT-DOUZE MILLE (4 092 000) Francs CFA pour lui permettre d'assurer la participation du Togo à la 3^e édition du salon international de l'artisanat qui aura lieu du 24 octobre au 1^{er} novembre 1992 à Ouagadougou (Burkina Faso).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 45, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (foires et expositions).

Subventions

Décision n° 1213/MEF/FCS du 22/10/92 — Est autorisé le paiement de la somme de SIX MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT SIX MILLE QUATRE-VINGT DIX SEPT (6 486 097) Francs CFA, SOIT 790 000 Francs belges, représentant la contribution du Togo au budget du Conseil de Coopération Douanière (C.C.D.) pour l'exercice 1991/1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 210-0475126-72 ouvert à la Générale de Banque à Bruxelles - Belgique.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 83, article 00 00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1214/MEF/FCS du 22/10/92 — Une subvention de TROIS CENT HUIT MILLIONS CENT QUATRE-VINGT QUINZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SIX (308 195 866) Francs CFA est accordée au budget de fonctionnement de l'Agence Locale de l'ASECNA au titre de l'année 1992.

Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles et virée au compte n° 9030631550107 ouvert auprès de la BTCI à Lomé suivant les détails ci-après indiqués :

1^{er} trimestre : 77 048 967 3^e trimestre : 77 048 966
2^e trimestre : 77 048 967 4^e trimestre : 77 048 966

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 84, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1215/MEF/FCS du 22/10/92 — Est autorisé le paiement de la somme de HUIT MILLIONS DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE (8 225 000) Francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget de fonctionnement du Comité Inter-africain d'Etudes Hydrauliques (C.I.E.H.) pour l'année 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 5725 C ouvert auprès de la BIAO à Ouagadougou - Burkina Faso.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 83, article 00 00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1216/MEF/FCS du 22/10/92 - Est autorisé le paiement de la somme de DIX-SEPT MILLIONS DEUX MILLE DEUX CENT TROIS (17.002.203) Francs CFA représentant la part contributive du Togo au profit de l'école africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme (EAMAU) au titre de l'exercice 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 31-300 268 77 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) Agence Centrale à Lomé-Togo.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992, section 09, chapitre 83, article 00.00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1220/MEF/DCO du 22/10/92 - Il est mis à la disposition du ministre du Commerce et des Transports un crédit de CINQ MILLIONS (5.000.000) de Francs CFA pour lui permettre de couvrir les frais de participation du Togo à la 6^e foire commerciale panafricaine qui aura lieu du 2 au 10 septembre 1992 à Bulawayo au Zimbabwe.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992, section 45, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (foires et expositions).

Décision n° 1221/MEF/DCO du 22/10/92 - Il est mis à la disposition du ministre de la Justice, un crédit de NEUF MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE SEPT MILLE DEUX

CENT VINGT-NEUF (9.957.229) Francs CFA, pour lui permettre d'aménager le bâtiment devant servir de direction des services pénitenciers.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1222/MEF/FCS du 22/10/92 - Est autorisé le paiement de la somme de HUIT MILLIONS CINQ CENT QUATRE VINGT DIX-NEUF MILLE SOIXANTE ET ONZE (8.599.071) Francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget du centre panafricain de formation coopérative (CPFC) au titre de l'exercice 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 301.1000.1059. BOO ouvert à la B.C.E.A.O. à Cotonou en république du Bénin.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1224/MEF/DCO du 29/10/92 - Il est mis à la disposition du ministre du bien-être social et de la solidarité nationale, un crédit de UN MILLION SIX CENT CINQ MILLE (1.605.000) Francs CFA pour le compte de l'association togolaise des aveugles afin d'assurer la participation de deux de ses membres à l'assemblée générale de l'union mondiale des aveugles qui se tiendra du 2 au 6 novembre 1992 au Caire en Egypte.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992 section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1231/MEF/FCS du 2/11/92 - Est autorisé le paiement au profit du Groupement Togolais d'Assurances (G.T.A.) de la somme de TROIS MILLIONS SOIXANTE DIX-NEUF MILLE (3.079.000) Francs CFA, représentant le montant de la prime de renouvellement d'assurance Individuelle - Groupe "Chauffeurs" Police n° 7650, suivant avenant n° 67.592/19 pour une période d'une année allant du 1^{er} janvier 1992 au 31 décembre 1992 inclus souscrite par l'Etat Togolais pour couvrir ses agents conformément au décret n° 70-100 du 9 avril 1970.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 550147 ouvert à la B.T.C.I. - Lomé au nom du G.T.A.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09 chapitre 62 article 09 - 00 paragraphe 40 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement;

Décision n° 1232/MEF/FCS du 2/11/92 - Il est mis à la disposition du Directeur des Affaires Communes du ministère de l'Economie et des Finances, un crédit de CINQ MILLIONS DEUX CENT CINQ MILLE SOIXANTE SEIZE (5.205.076) Francs CFA pour lui permettre d'assurer la réhabilitation des installations des lampes de jardin ainsi que des globes sur le terre-plein et les halls d'entrée du C.A.S.E.F.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09 chapitre 62 article 09-21 paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1235/MEF/DCO du 2/11/92 - Il est mis à la disposition du ministre de la Communication et de la Culture un crédit de TROIS CENT DIX MILLE (310.000) Francs CFA pour lui permettre de payer les perdiem des articles de l'Ensemble Artistique de Lomé qui ont participé à la première édition du Festival Interafricain de Théâtre qui s'est déroulé à Bouaké (Côte d'Ivoire) du 15 au 25 août 1992.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09 chapitre 62 article 09-21 paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues).

Attribution d'une indemnité

Décision n° 1238/MEF/CF du 2/11/92 - Une indemnité mensuelle de fonction est accordée aux fonctionnaires dont les noms suivent conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 73-149.

Noms et fonctions des bénéficiaires	Taux de l'indte	Date d'effet
MM. Têko Akakpo Directeur de l'Institut National de la jeunesse et des Sports	8 000	1 ^{er} Avril 1992
Seddoh Déla-Essinam Directeur de la Coopération Economique et Technique au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	8 000	22 Avril 1992
Gomado Kini Gbogla Président du Tribunal de Première Instance d'Aného	8 000	14 Janvier 1992
Denke Marius Abékoué Directeur de l'Elevage et des Pêches	8 000	22 Avril 1992
Codjo Déma Directeur des Affaires Culturelles et Sociales au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	8 000	23 Juillet 1992

Agba Gbandi Bougonou Juge au 3e Cabinet d'Instruction de Lomé	5 000	14 Janvier 1992
Akakpo Dossou Ofumi Chef de Division de la Coopération Multilatérale au MAEC	5 000	18 Juin 1992
Tohouenou Yao Surveillant général au CEG de Yadé-Bohou	5 000	04 Février 1992
Prince Agbodjan Lakodé Elonla Chef de Division de l'Information et de la Documentation au MAEC	5 000	18 Juin 1992

La dépense est imputable sur les chapitres du budget général qui supportent les émoluments des intéressés.

Le directeur des Finances et le directeur général du Trésor sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 1259/MEF/FCS du 9/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de DEUX CENT SOIXANTE SEPT MILLE SIX CENTS (267 600) Francs CFA soit 1115 dollars E.U. représentant la contribution du Togo au financement de la Mission de Vérification des Nations Unies en Angola (U.N.A.V.E.M.) pour la période se terminant le 31 décembre 1991 soit 695 dollars E.U. et celle allant du 1^{er} janvier au 31 octobre 1992 soit 420 Dollars E.U.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 015 008 479 ouvert à la CHEMICAL BANK, United Nation Branch New York, N. Y. 10 017.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (contributions aux organismes internationaux) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1260/MEF/FCS du 9/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de SIX MILLIONS TROIS CENT QUATRE VINGT DIX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGTS (6 390 480) Francs CFA soit 26 627 dollars E.U. représentant la contribution du Togo au budget du Centre Africain de Recherche Appliquée et de Formation en matière de Développement Social (CAFRADES) au titre des exercices 1991 et 1992 soit 13 313,50 dollars E.U. par an.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 152-003932 ouvert à la Chemical Bank of New York 1, United Nations Plaza New York, N. Y. 10017 U.S.A. au nom de ACARTSOD.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (contributions aux organismes internationaux) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1271/MEF/FCS du 10/11/92 - Il est mis à la disposition du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, un crédit de CENT DOUZE MILLE (112 000) Francs CFA en vue de payer à Mme DAGBAN Adjoavi précédemment attaché financier à l'ambassade du Togo à Hararé, ses indemnités de résidence pour 22 jours passés à Hararé afin d'assister l'ambassade du Sénégal dans les démarches relatives à la gestion des biens immeubles du Togo au Zimbabwe.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1277/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de TROIS CENT CINQUANTE MILLE (350 000) Francs CFA, au profit de la Zone III du Conseil Supérieur du Sport en Afrique (CSSA - Zone III) représentant la contribution financière du Togo à son budget de fonctionnement pour l'année 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 400 001 002 Y ouvert à la Banque Togolaise de Développement (BTD) Lomé - Togo.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Crédit complémentaire

Décision n° 1280/MEF/F du 10/11/92 - Il est mis à la disposition de M. AGBOKOU Codjo, inspecteur général d'Etat, un crédit de CINQ CENT VINGT MILLE (520 000) Francs CFA pour lui permettre d'assurer les frais d'hébergement à Washington (USA) où il doit se rendre pour participer au XIV^e Congrès de l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle de Finances Publiques (INTOSAI) du 18 au 30 octobre 1992.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 05, chapitre 11, article 00-00, paragraphe 13.

Décision n° 1281/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de SIX CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLIONS (695 000 000) de Francs CFA, représentant le versement patronal à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (C.N.S.S.) au titre de l'exercice 1992.

Cette somme sera mandatée par tranches semestrielles de TROIS CENT QUARANTE SEPT MILLIONS CINQ CENT MILLE (347 500 000) Francs CFA et virée au compte n° 177 ouvert au Trésor public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 81, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1282/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de CINQ CENT MILLE (500 000) Francs CFA, représentant la contribution financière volontaire du Togo à l'UNICEF et au CICR chargés du Programme d'Assistance Humanitaire à l'ex-Yougoslavie à raison de 250 000 Francs CFA pour chaque organisme.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 36 400 115-R domicilié à la BIAO Lomé au nom du PNUD chargé du transfert.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1283/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de CINQ CENT MILLE (500 000) Francs CFA, représentant la contribution du Togo au Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) au titre de l'année 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 0439 186 2001 domicilié auprès du Crédit Agricole, Agence Paris Opéra-France.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1284/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de CINQ MILLIONS (5 000 000) de Francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget de l'Alliance Coopérative Internationale, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (A.C.I. - B.R.A.O.) pour les exercices 1990 (1 500 000 FCFA), 1991 (1 500 000 FCFA) et 1992 (2 000 000 FCFA).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 112 045 007 ouvert auprès de la CITIBANK, 28 Avenue Delafosse 01 BP 3698 Abidjan 01 - R.C.I.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1285/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de TROIS CENT VINGT HUIT MILLE QUATRE VINGT DIX (328 090) Francs CFA, soit 1367,04 Dollars E.U., représentant la contribution du Togo au financement du Comité pour l'Elimination de la Discrimination Raciale pour l'année 1992 (362 dollars E.U.) et des arriérés de contribution au 31 décembre 1991 soit 1005,04 dollars E.U.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 015-004473 ouvert auprès de la CHEMICAL BANK, United Nations Branch, New York, N.Y. 10017.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1286/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de UN MILLION DEUX CENT MILLE (1 200 000) Francs CFA, soit l'équivalent de CINQ MILLE dollars E.U. représentant la contribution volontaire accordée par le gouvernement togolais au UNHCR en 1990 pour le rapatriement des exilés Namibiens et leur réadaptation.

Cette somme sera mandatée et virée au Voluntary Funds n° 2 Account Number 015-003280 domicilié à la Chemical Bank United Nations Branch New York - USA.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1287/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE CENT QUARANTE NEUF MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SIX (449 997 186)

Francs CFA, représentant la subvention de l'Etat au profit des préfectures et communes suivant répartition ci-joint, au titre de la taxe civique 1992.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (reversement de 17 % de la taxe spéciale à l'exportation aux collectivités locales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

**SUBVENTION DE L'ETAT AUX PREFECTURES
AU TITRE DE LA TAXE CIVIQUE
GESTION 1992**

	PREFECTURES	POPULATION	SUBVENTION PAR HABITANT	SUBVENTION PAR PREFECTURE
1	AVE	71 000	119,342	8 473 282
2	GOLFE	89 000	"	10 621 438
3	LACS	168 000	"	20 049 456
4	VO	185 000	"	22 078 270
5	YOTO	121 000	"	14 440 382
6	ZIO	182 000	"	21 720 244
7	AGOU	70 000	"	8 353 940
8	AMOU	101 000	"	12 053 542
9	DANYI	35 000	"	4 176 970
10	EST-MONO	48 000	"	5 728 416
11	HAHO	93 000	"	11 098 806
12	KLOTO	135 000	"	16 111 170
13	MOYEN-MONO	50 000	"	5 967 100
14	OGOU	165 000	"	19 691 430
15	WAWA	142 000	"	16 940 564
16	BLITTA	80 000	"	9 547 360
17	SOTOUBOUA	90 000	"	10 740 780
18	TCHAMBA	58 000	"	6 921 836
19	TCHAOUDJO	125 000	"	14 917 750
20	ASSOLI	42 000	"	5 012 364
21	BASSAR	98 000	"	11 695 516
22	BINAH	64 000	"	7 637 888
23	DANKPEN	55 000	"	6 563 810
24	DOUFELGOU	77 000	"	9 189 334
25	KERAN	58 000	"	6 921 836
26	KOZAH	156 000	"	18 617 352
27	KPENDJAL	74 000	"	8 831 308
28	OTI	101 000	"	12 053 542
29	TANDJOUARE	58 000	"	6 921 836
30	TONE	192 000	"	22 913 664

TOTAUX

2 983 000

355 997 186

**SUBVENTION DE L'ETAT AUX COMMUNES
AU TITRE DE LA TAXE CIVIQUE
GESTION 1992**

	COMMUNES	PLEIN OU MOYEN EXERCICE	MONTANT	OBSERVATIONS
1	LOME	Plein exercice	13 500 000	
2	ANEHO	"	3 500 000	
3	VOGAN	Moyen exercice	2 500 000	
4	TABLIGBO	"	2 500 000	
5	TSEVIE	Plein exercice	3 500 000	
6	KEVE	Moyen exercice	2 500 000	

	COMMUNES	PLEIN OU MOYEN EXERCICE	MONTANT	OBSERVATIONS
7	KPALIME	Plein exercice	3 500 000	
8	AGOU-GARE	Moyen exercice	2 500 000	
9	DANYI-APEYEME	"	2 500 000	
10	NOTSE	"	2 500 000	
11	TOHOUN	"	2 500 000	
12	ATAKPAME	Plein exercice	3 500 000	
13	ELAVAGNON	Moyen exercice	2 500 000	
14	AMLAME	"	2 500 000	
15	BADOU	"	2 500 000	
16	BLITTA	"	2 500 000	
17	SOTOUBOUA	"	2 500 000	
18	SOKODE	Plein exercice	3 500 000	
19	TCHAMBA	Moyen exercice	2 500 000	
20	BASSAR	Plein exercice	3 500 000	
21	GUERIN-KOUKA	Moyen exercice	2 500 000	
22	BAFILO	"	2 500 000	
23	KARA	Plein exercice	3 500 000	
24	PAGOUDA	Moyen exercice	2 500 000	
25	NIAMTOUGOU	"	2 500 000	
26	KANDE	"	2 500 000	
27	SANSANE-MANGO	"	2 500 000	
28	TANDJOUARE	"	2 500 000	
29	DAPAONG	Plein exercice	3 500 000	
30	KPENDJAL	Moyen exercice	2 500 000	

MONTANT TOTAL

94 000 000

Décision n° 1288/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de SOIXANTE DIX NEUF MILLE QUATRE CENT QUARANTE (79 440) Francs CFA, soit 331 dollars E.U. représentant la contribution du Togo au financement de la Mission Préparatoire des Nations Unies au Cambodge (M.I.P.R.N.U.C.) pour les périodes allant du 1er décembre 1991 au 30 avril 1992 soit 139 Dollars E.U. et du 15 janvier au 30 avril 1992 au titre de l'élargissement du mandat de la Mission soit 192 Dollars E.U.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 36 400 115-R ouvert à la BIAO Lomé au nom du PNUD chargé du transfert du fonds.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (contributions aux organismes internationaux) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1290/MEF/DCO du 10/11/92 - Il est mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique, un crédit de CINQ CENT MILLE

(500 000) Francs CFA pour lui permettre d'acheter des livres pour "l'Opération Distribution de Prix Scolaire 1992".

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1992 section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1291/MEF/DCO du 10/11/92 - Il est mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique un crédit de QUATRE MILLIONS TROIS CENT TRENTE HUIT MILLE QUATRE CENTS (4.338.400) Francs CFA pour lui permettre de faire face aux dépenses relatives à l'Organisation des Travaux de la Commission Nationale des Bourses (année scolaire 1992-1993).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 00421 ouvert dans les écritures du Trésor public au nom de la gestion des bourses de l'Université du Bénin.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 27, chapitre 91, article 00 00 paragraphe 01.

Décision n° 1292/MEF/FCO du 10/11/92 - Est autorisé le paiement au profit du Réseau des Chemins de Fer du Togo (C.F.T.) de la somme de TROIS CENT QUARANTE QUATRE MILLE DEUX CENT VINGT CINQ (344.225) francs CFA représentant le montant des frais de transport effectués sur réquisition.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 114-31-1 ouvert dans les écritures du Trésor Public au nom des C.F.T.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 60, article 09-21, paragraphe 66 et sera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'Enseignement.

Décision n° 1293/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement au profit du Service de Gestion du Palais des Congrès de Lomé, d'une somme de CINQ MILLIONS NEUF CENT DIX HUIT MILLE CINQ CENT TRENTÉ SIX (5.918.536) Francs CFA en vue de payer le salaire du personnel pour la période courant du 1^{er} octobre au 31 décembre 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 143 ouvert dans les écritures du Trésor Public au nom du Service de Gestion du Palais des Congrès de Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 62, article 09 21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1294/MEF/DCO du 10/11/92 - Il est mis à la disposition du ministre de la Communication et de la Culture un crédit spécial de QUATRE CENT TRENTÉ MILLE (430.000) Francs CFA pour permettre à son département de participer, avec des œuvres artistiques, littéraires et culturelles du Togo, au Salon International de l'Artisanat qui aura lieu à Ouagadougou du 24 octobre au 1^{er} novembre 1992.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 45, chapitre 92, article 00 00, paragraphe 65 (Foire et expositions).

Décision n° 1295/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de SIX MILLIONS CINQ CENT VINGT CINQ MILLE TRENTÉ SIX (6.525.036) Francs CFA soit 34.524 Francs Suisses représentant la contribution du Togo au budget de l'Organisation Internationale de Police Criminelle O.I.P.C. - Interpol au titre des années 1991 et 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 31.899.8.00.01 domicilié au Crédit Lyonnais, Agence de Genève Place Bel-Air 1211 Genève (Suisse).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 83, article 00 00, paragraphe 99 et sera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

DECISION n° 1296/MEF/FCS du 10/11/92 — Est autorisé le paiement de la somme de UN MILLION NEUF CENT QUARANTE SIX MILLE SEPT CENTS (1.946.700) Francs CFA soit 10 300 francs Suisses représentant l'amende de DIX MILLE F. S. infligée au Togo pour avoir déclaré forfait des éliminatoires des Jeux Olympiques de Barcelone 92 et la contribution du Togo au titre de l'année 1992 (Trois Cents F.S.) à la "Fédération Internationale de Football Association FIFA"

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 325519300 domicilié auprès de l'Union de Banques Suisses (UBS) 8001 Zurich-Suisse.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992 section 09, chapitre 83, article 00 00, paragraphe 99 (Rubrique Contributions Imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'Engagement.

Décision n° 1297/MEF/FCS du 10/11/92 - Est autorisé le paiement, au profit du Ministère du Bien-Etre social et de la Solidarité nationale de la somme de TRENTÉ SIX MILLIONS (36.000.000) de francs CFA représentant le reliquat des CINQUANTE MILLIONS (50.000.000) de francs CFA retenus dans le cadre du Programme d'appui aux personnes victimes des troubles socio-politiques.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 36 400 377 Y COSUT, ouvert à la B.I.A.O. - TOGO.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1314/MEF/DCO du 13/11/92 - Il est mis à la disposition du Cabinet du Ministère de l'Economie et des Finances, un crédit de UN MILLION TROIS CENT TRENTÉ SEPT MILLE NEUF CENT CINQUANTE (1.337.950) Francs CFA pour l'acquisition d'un réfrigérateur à usage dans l'hôtel du Ministre et d'une machine à traitement de texte pour les besoins du Secrétariat de son directeur de Cabinet.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 62, article 09-21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1319/MEF/FCS du 13/11/92 - Est autorisé le paiement de la somme de VINGT HUIT MILLE HUIT CENTS (28 800) francs CFA soit 120 dollars E.U., représentant la part contributive du Togo au financement du groupe d'Observateurs des Nations Unies en Amérique Centrale (O.N.U.C.A.) pour la période allant du 7 novembre 1991 au 30 avril 1992.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 36 400 115-R ouvert à la B.I.A.O. - Lomé au nom du PNUD qui est chargé du transfert du fonds.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1992, section 09, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Nominations

Décision n° 1171/MEF/DF/DCO du 14/10/92 - Est et demeure rapporté la décision n° 803/MEF/DF/DCO du 7 août 1989 portant nomination de M. VIGLO Somenou, régisseur de la caisse d'avance créée auprès de l'office national du tourisme à Lomé.

Mme AGBOKOU Massan, épouse ADIHO, n° mle 024148-N, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon, comptable à la direction de la promotion touristique est nommée régisseur de la caisse d'avance de l'office national togolais du tourisme en remplacement de M. VIGLO Somenou affecté.

Mme AGBOKOU Massan devra justifier, dans les formes réglementaires, l'utilisation de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision prendra effet pour compter de sa date de signature.

Décision n° 1172/MEF/DF/DCO du 14/10/92 - Est et demeure rapporté la décision n° 318/MEF/DCO du 11 mai 1992 portant nomination de M. SAMA Komlan n° mle 008220-E, adjoint administratif régisseur de la caisse d'avance du C.H.R. d'Atakpamé.

M. TCHAO Bodowè Yaoubou, adjoint administratif, n° mle 036291-D, est nommé régisseur de la caisse d'avance du C.H.R. d'Atakpamé en remplacement de M. SAMA Komlan appelé à d'autres fonctions.

M. TCHAO Bodowè Yaoubou, devra justifier, dans les formes réglementaires, l'utilisation de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision prendra effet pour compter de sa date de signature.

Décision n° 1236/MEF/DCO du 2/11/92 - Est et demeure rapporté la décision n° 086/MEF/DF/DCO du 1^{er} février 1991 portant nomination de M. TCHEDRE Yao n° mle 007659-D, Brigadier de police, régisseur de la caisse d'avance de la prison civile devenue actuellement direction de l'administration pénitentiaire.

M. AMEGANVI Kangni Messan, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon, n° mle 026258-U, en service au ministère de la Justice, est nommé régisseur de la caisse d'avance de la direction de l'administration pénitentiaire en remplacement de M. TCHEDRE Yao, appelé à d'autres fonctions.

M. AMEGANVI Kangni Messan, devra justifier, dans les formes réglementaires, l'utilisation de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision prendra effet pour compter de sa date de signature.

Décision n° 1237/MEF/DF/DCO du 2/11/92 - M. KOFFI Alhéri Kpaza, agent permanent de 4^e catégorie échelle D, comptable au ministère de la Santé et de la Population, est nommé régisseur de la caisse d'avance dudit ministère.

M. KOFFI Alhéri Kpaza devra justifier, dans les formes réglementaires, l'utilisation de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision prendra effet pour compter de sa date de signature.

Décision n° 1255/MEF/DF/DCO du 6/11/92 - Est et demeure rapporté la décision n° 708/MEF/DF/DCO du 13 juillet 1984 portant nomination du Capitaine SOGOYOU Blèza, directeur du service du Matériel et du Transit, régisseur de la caisse d'avance dudit service.

M. NOAMESSI Sassouvi Comlan, agent permanent de 4^e catégorie échelle D, n° mle 015267-D, chef section Transport à la direction du Matériel et du Transit administratif, est nommé régisseur de la caisse d'avance dudit service en remplacement de M. SOGOYOU Blèza, admis à la retraite.

M. NOAMESSI Sassouvi Comlan, devra justifier, dans les formes réglementaires, l'utilisation de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

Arrêté n° 514/MEF/DGI du 14/10/92 — Sont approuvés les dégrèvements détaillés au tableau ci-joint d'un montant de CENT QUATORZE MILLIONS SIX CENT MILLE CENT SOIXANTE SEIZE (114 600 176) Francs CFA.

Le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, le directeur général des Impôts et le directeur des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Décision n° 517/MEF/DF/DCO du 15/10/92 — Il est créé au sein du cabinet du ministre de la Communication et de la Culture, une caisse d'avance pour les menues dépenses dudit cabinet.

Le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur de cette caisse est fixé à CINQ CENT MILLE (500 000) Francs CFA renouvelable dans les formes réglementaires.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de sa date de signature.

ARRETE n° 529/MEF/DGI du 22 octobre 1992 portant attribution d'indemnités spéciales aux comptables de la direction générale des Impôts.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu l'acte n° 7 de la conférence nationale souveraine en date du 23 août 1991 portant loi constitutionnelle organisant les pouvoirs durant la période de transition ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret 86-109 du 5 juin 1986 portant organisation et attribution du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret 85-02 du 10 janvier 1985 portant création, attribution et organisation de la direction générale des Impôts ;

Vu le décret n° 92-182/PMRT du 23 juillet 1992 portant restructuration technique du gouvernement d'union nationale de transition ;

Vu les nécessités de service ;

ARRETE :

Article premier — Il est accordé chaque année aux comptables de la direction générale des Impôts (receveurs) une indemnité spéciale mensuelle fixée comme suit :

- Receveur divisionnaire : 25 000 Francs
- Receveurs régionaux : 20 000 Francs

- Fondés de Pouvoir : 15 000 Francs
- Receveurs préfectoraux : 10 000 Francs

Art. 2 — L'indemnité est octroyée chaque année en fonction du pourcentage des recouvrements effectués au titre de l'année civile précédente. Elle peut être refusée si le pourcentage des recouvrements est inférieur à 80 % des émissions.

Art. 3 — Le directeur général des Impôts est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 22 octobre 1992

Kwassivi KPETIGO

Décision n° 530/MEF/DGI du 22/10/92 — La compétence du recouvrement des impôts directs et indirects est attribuée aux comptables de la direction générale des Impôts.

Sont considérés comme comptables de la direction générale des Impôts : les receveurs divisionnaires, les receveurs régionaux, les receveurs préfectoraux et leurs Fondés de Pouvoir.

Les Fondés de Pouvoir sont nommés dans les recettes où le montant total des émissions est égal ou supérieur à trois (3) milliards de francs.

La direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique est chargée du contrôle comptable des opérations de recouvrement réalisées par les comptables de la direction générale des Impôts.

Le directeur général des Impôts et le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique sont chargés de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 534/MEF/DF/DCO du 3/11/92 — Il est créé au sein du cabinet du ministère de la Santé et de la Population, une caisse d'avance pour les menues dépenses dudit cabinet.

Le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur de cette caisse est fixé à CINQ CENT MILLE (500 000) Francs CFA renouvelable dans les formes réglementaires.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de sa date de signature.

Nomination

Arrêté n° 552/MEF/DF du 11/11/92 — M. Kouto-Mensah ZINSOU Ayéweassi Guidigbéadja, inspecteur du Trésor de 2^e classe 4^e échelon, n° mle 007238-Y en service à la direction

des Finances est nommé chef de la division administrative et études en remplacement de M. EVENYA Yawo Elihoho affecté à la Primature.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1381/METFP du 19/10/92 — Il est créé au sein du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Fonction publique, une commission de révision du code du travail.

Sont membres de la commission les personnes ci-après désignées :

Président : M. MALABO Dickliwè, attaché de cabinet du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Fonction publique

Coordinateur : M. BLEDJE Djifa, directeur général du Travail et des Lois sociales.

Secrétaire : Mlle SATCHIVI Ayélé Pépé, administrateur civil cabinet du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Fonction publique.

Membres : Mmes AYIH Ayabavi Cécile inspectr. du Travail

ESAW Mondo	"	"
SOEDJEDE Essivi	"	"
TANGAOU Essodina	"	"

MM. AGBAGLA Améwanou inspect. du Travail

AGBAYI-ZATO A. Essotassi	"	"
AHARH Kota	"	"
HEVI-DOGLAN Patrick Agbezuge	"	"
LAWSON ANANISSO Boëvi Emmanuel	"	"
MIDAMOU Djiwa	"	"
NOAGBEGNON Dominique	"	"
TOGBOSSI Sossou	"	"

Des sous-commissions peuvent être constituées pour l'étude des différents aspects.

La commission de révision ainsi que les sous-commissions peuvent faire appel à des personnes ressources dans le cadre de l'accomplissement de leur mission.

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Rappels à l'activité

Arrêté n° 1354/METFP du 16/10/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 176/METFP du 7 février 1983 portant admission à la retraite de M. WILSON Akouété.

M. WILSON Akouété, professeur de 2^e classe 3^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1401/METFP du 2/11/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 189/MFP du 18 mars 1972 portant licenciement de M. CHAOLD Michel.

M. CHAOLD Kossi Michel, préposé des douanes 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires des douanes est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1403/METFP du 2/11/92 — M. ABAYA Kodjo, préposé 4^e échelon, du cadre des fonctionnaires des douanes dont l'absence irrégulière a été constatée par l'arrêté sus-visé, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 1406/METFP du 2/11/92 — M. TATA Kossi, n° mle 025894-Q, gardien de la paix 4^e échelon, du cadre des fonctionnaires de la police dont l'absence irrégulière a été constatée par l'arrêté sus-visé, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité.

Arrêté n° 1409/METFP du 3/11/92 — M. LAWSON Tèvi Agbeko, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, dont l'absence irrégulière a été constatée par l'arrêté sus-visé, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de reprise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

Arrêté n° 1410/METFP du 3/11/92 — M. TOUNOU Anani, n° mle 006281-T, contrôleur des douanes 1^{re} classe 3^e échelon, dont l'absence irrégulière a été constatée par l'arrêté sus-visé, est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances.

Reprise de service

Arrêté n° 1389/METFP du 23/10/92 — Est constatée à compter du 11 septembre 1992, la reprise de service des agents ci-après désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction des Finances, désignés pour suivre un stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 0841/METFP du 30 octobre 1989.

- MM. — ATIAWOTSE Kodjo Degboe, n° mle 013476-E, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon
 — LAWSON-LOUKOUN Nadou, épouse EDOH-ALOVE, n° mle 023630-X, adjoint administratif principal 1^{er} échelon
 — KAROUGBE N'na Lidaowè, n° mle 023629-P, adjoint administratif principal 1^{er} échelon

Les intéressés sont remis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 1435/METFP du 10/11/92 — Est constatée à compter du 17 juillet 1992, la reprise de service de M. KODJO Elémawussi Apéléte, n° mle 031499-V, agent de promotion culturelle de 3^e classe 4^e échelon, précédemment en service au ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, désigné pour suivre un stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration Lomé suivant arrêté n° 231/METFP du 26 mars 1990.

L'intéressé est mis à la disposition du ministre de la Communication et de la Culture à compter de la même date.

Arrêté n° 1442/METFP du 10/11/92 — Est constatée à compter du 18 septembre 1992, la reprise de service de M. METONNOU Yéto Dévi, n° mle 020803-M, adjoint administratif principal 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction des Bourses et Stages, désigné pour suivre un stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 806/METFP du 26 octobre 1990.

L'intéressé est mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Titularisations

Arrêté n° 1374/METFP du 16/10/92 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur cadre à compter du 1^{er} mars 1991 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Economistes gestionnaires de 2^e clas. 1^{er} éch. (cat. A2 - indice 1100)

- SONHAYE Kondi Ikpindi, n° mle 036164-W
 — OKPELOU Latoudji Amévi, n° mle 036187-M

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade (indice 1200) à compter du 1^{er} mars 1992 (AC : épuisée).

Arrêté n° 1378/METFP du 19/10/92 — M. AGAREM Gnamine M'Guéta Simsike, n° mle 036331-M, ingénieur statisticien économiste de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1450) qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} mars 1991 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 3^e échelon de son grade (indice 1600) à compter du 1^{er} mars 1991 (AC : épuisée).

Arrêté n° 1432/METFP du 10/11/92 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter des dates suivantes et conservent chacun, une ancienneté d'un an.

Attachés d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (cat. A2 - indice 1100)

- 12-7-1990 — AKATA Tcha, n° mle 028806-G
 11-7-1992 — KASSIME Osséni, n° mle 018415-R

Détachements

Arrêté n° 1391/METFP du 29/10/92 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. DIAPENA Yao Ignéza, n° mle 033917-X, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon, l'arrêté n° 825/METFP du 26 septembre 1991 portant détachement.

M. DIAPENA Yao Ignéza, n° mle 033917-X, administrateur des finances de 2^e classe 2^e échelon, en service à la direction des Pensions est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la Caisse de Retraites (C.R.T.).

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. DIAPENA seront à la charge de la C.R.T. et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général en application des dispositions de l'article 75, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1395/METFP du 29/10/92 — Les agents ci-après désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale relevant des départements suivants sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de la Caisse de Retraites du Togo.

INSPECTION GÉNÉRALE D'ETAT

Mmes AZANLESSE Afiavi, épouse DOMLAN, n° mle 020133-F, adjoint administratif principal 1^{er} échelon

DORKENOO Massan, n° mle 008690-U, adjoint administratif de C.E.

MINISTÈRE DU BIEN-ETRE SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE

M. AMETOHOUN Adodossi Martin, n° mle 006248-S, administrateur principal 2^e échelon

Pendant la durée du détachement, les émoluments des intéressés seront à la charge de ladite Caisse et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62 - alinéa 3 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1429/METFP du 10/11/92 - Mlle Alfa Tchilalo Bèrèzam, n° mle 030346-L, infirmière d'Etat de 2^e classe 4^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, est placée sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Centre Médico-Social de Hélota (Subdivision Sanitaire de la Kéran) pour une durée de cinq (5) ans, valable du 1^{er} novembre 1992 au 31 octobre 1997 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments, de Mlle Alfa, ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge dudit Centre.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7%.

Arrêté n° 1430/METFP du 10/11/92 - M. Gaba Ayité, n° mle 032431-R, ingénieur des travaux statistiques de 3^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de la statistique générale,

est placé en service à la direction générale de la Statistique, est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Programme des Volontaires des Nations Unies en République du Niger pour une période de deux (2) ans, valable du 1^{er} octobre 1992 au 30 septembre 1994 inclus.

Durant le détachement, les émoluments de M. Gaba ainsi que la contribution complémentaire de 20% à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge dudit programme.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7%.

Absences irrégulières

Arrêté n° 1396/METFP du 29/10/92 - Est constatée à compter du 21 septembre 1981, l'absence irrégulière de M. Yacoubou Yaya, instituteur adjoint stagiaire de 3^e classe 1^{er} échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1402/METFP du 2/11/92 - Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Abaya Kodjo, préposé des douanes 4^e échelon, l'arrêté n° 1673/METFP du 17 novembre 1982 portant admission à la retraite d'office.

Est constatée, à compter du 1^{er} janvier 1983, l'absence irrégulière de M. Abaya Kodjo, préposé 4^e échelon du cadre des fonctionnaires des douanes.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1405/METFP du 2/11/92 - Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Tata Kossi, n° mle 025894-Q, gardien de la paix 4^e échelon, l'arrêté n° 1130/METFP du 11 novembre 1986 portant révocation.

Est constatée, à compter du 11 novembre 1986, l'absence irrégulière de M. Tata Kossi, n° mle 025894 Q, gardien de la paix 4^e échelon, du cadre des fonctionnaires de la police.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé, n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1408/METFP du 3/11/92 - Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Lawson Têvi Agbeko, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, l'arrêté n° 485/MTFP du 25 mars 1980 portant licenciement.

Est constatée, à compter du 17 septembre 1979, l'absence irrégulière de M. Lawson Têvi Agbeko, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun salaire.

Arrêté n° 1411/METFP du 3/11/92 - Est et demeure rapporté l'arrêté n° 1253/MTFP du 22 août 1985 portant admission à la retraite de M. Tounou Anani, n° mle 006281 T, contrôleur des douanes de 1^{ère} classe 3^e échelon.

Est constatée, à compter du 1^{er} juillet 1985, l'absence irrégulière de M. Tounou Anani, n° mle 006281 T, contrôleur des douanes de 1^{ère} classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des douanes.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun salaire.

Retraite

Arrêté n° 1390/METFP du 23/10/92 - Mme Anthony Akoua Lolonyo, épse. Atchoglo, n° mle 003200-S, secrétaire d'administration de classe exceptionnelle du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, relevant du Ministère du Bien-Etre Social et de la Solidarité Nationale est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1993 en application des dispositions de l'article 5 - 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 1438/METFP du 10/11/92 - M. Hilla Ayi Alfred commissaire divisionnaire de police de 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de la police qui a atteint la limite d'âge est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} janvier 1988.

Les 27 % (part patronale et retenues sur salaire) de cotisation à la caisse de retraites seront supportés par le budget général pour les périodes d'interruption allant du 1^{er} octobre 1975 au 1^{er} avril 1976 inclus soit six (6) mois et du 1^{er} mai 1976 au 31 décembre 1987 inclus soit onze (11) ans huit (8) mois.

Arrêté n° 1447/METFP du 10/11/92 - Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des Ministères suivants, qui ont atteint la limite d'âge sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1993.

Présidence de la République

Amégboh Gbégnon, n°mle 033551-Z, adteur. de radiodiffusion ppal 2^e échelon

Ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat

Seidou Tanco, n°mle 006620-W, agent spécialisé T.P. ppal 3^e échelon

Bebessiki Lokou, n°mle 006683-V, ingénieur d'agriculture de C.E.

Lawson Sitou Anani, n°mle 033686-K, infirmier d'Etat ppal 3^e échelon.

Ministère du Bien-Etre Social et de la Solidarité Nationale chargé des Droits de l'Homme

Katé Kokou Midzodzi, n°mle 005233-K, adteur en chef 3^e échelon.

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Laré Namponguini n°mle 004285-P, adteur civil de C.E.

Ministère de l'Economie et des Finances

Amétépé Kofi Abodi, n°mle 006294-G, adteur en chef 3^e échelon

Kudo Komla Sigi, n°mle 007437-F, adteur civil en chef 3^e échelon

Ministère de la Santé et de la Population

Baramna Boukpepsi Gnalimba, n°mle 004684-N, agent spécialisé T.P. ppal CE

Mlle Santos Afiwa, n°mle 005385-B, sage-femme d'Etat ppal de C.E.

Mensah Bento Komlavi, n°mle 009140-W, infirmier-adjoint ppal 3^e échelon.

Gaglo Sémékouawo Benawo, n°mle 005342-Y, attaché d'action ppal 1^{er} échelon.

Ministère de l'Environnement

Badawassou Wiyaou, n°mle 003250-L préposé des douanes brigadier chef de C.E.

Ministère du Développement Rural

Botsoe Koffi Mensah, n°mle 008234-U, adjoint technique agro. 1^{re} classe. 3^e échelon.

Ministère de la Justice

Moti Kokou Mawusée, n°mle 003220-N, adteur civil de C.E.

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité

Tabiou Piou, n°mle 004963-M, agent apécialisé T.P. ppal de C.E.

Koumboglé Lalle, n°mle 006413-X, agent spécialisé T.P. ppal 3^e échelon.

Ahoussi Kinyi, n°mle 013928-S, commissaire de police divisionnaire 1^{er} échelon.

Ministère de la Communication et de la Culture

Awesso Batoke, n°mle 005279-Z rédacteur en chef information de C.E.

Ministère du Commerce et des Transports

Quenum Dadjo Koffi, n°mle 033737-T, ingénieur météo en chef 2^e échelon

Laré Lari, n°mle 005099-V, ingénieur télécom. de C.E.

Kangbangui Lebenamdame, n°mle 003769-K, préposé du conditionnement des produits de C.E.

Johnson Kuaku Yakoleto, n°mle 011200-J, contremaître T.P. ppal de C.E.

Ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire

Egblétanye Komla Edem, n°mle 006787-M, agent spécialisé statistique de C.E.

Atcholé Kodo, n°mle 006085-P, préposé de douanes brigadier chef 1^{er} échelon

Akakpo-Ahiany Anani Kuma, n°mle 006051-D, adteur en chef 3^e échelon.

Ministère de l'Equipeement et des Mines

Nyangaya Kokou Cadoumina, n°mle 007452-E, dessinateur projecteur ppal de C.E.

Amédjodji Koffi, n°mle 004675-M, inspecteur des PTT de C.E.

Farinda Amégan, n°mle 009173-X, préposé des PTT de 2^e échelon.

Arrêté n° 1449/METFP du 10/11/92 - Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des Ministères suivants, qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1993.

Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs

ADOYI Gado Idrissou, n°mle 003055-R, conseiller sportif 2^e clas. 3^e éch.

Ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité

NANDOMA Comlan Mohamed 2, n°mle 002154-C, brigadier chef de 2^e échelon

Ministère de la Communication et de la Culture

ABOKOU Tchaa Mahaman, n°mle 003027-D, rédacteur en chef ppal 1^{er} échelon

Ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire

SENOU Tossa Kotchi-Adan, n°mle 003136-J, secrétaire d'action ppal 2^e échelon

Mme ABBEY Mele Mawuena, n°mle 003170-U, agent spécialisé stat. de C.E.

KUEVIDJEN Agbeko Kangni, n°mle 008599-R, adjoint technique des T.P. en chef 1^{er} échelon

Ministère de l'Equipeement et des Mines

BURLURAUX Koffi, n°mle 003002-U, adjoint technique des T.P. de C. E.

Ministère de l'Environnement

DJANYIH Atsu Gozan, n°mle 003050-U, brigadier chef des douanes de C.E.

DEGO Tchimissa, n°mle 003084-E, adjoint technique des eaux et forêts de C.E.

Ministère de la Santé et de la Population

AHOLOU Sossa, n°mle 003109-P, attaché d'action ppal 1^{er} échelon

DJONDO Kodjo, n°mle 003118-Q, assistant médical 1^{re} classe 3^e échelon

MAKPALIBE Kondandja, n°mle 003131-V, infirmier d'Etat ppal 3^e échelon

KOUAMI Maodey Yaovi, n°mle 003126-G, infirmier d'Etat 1^{re} classe 3^e échelon

Mme SEMEGA-DJAGADOU Akossiwa, épouse KOUDAYA, n°mle 003135-H, infirmière d'Etat ppal 3^e échelon

AKOTOU Sikpane, n°mle 003111-H, infirmier d'Etat ppal 3^e échelon

BAYAMNA Kouyoma, n°mle 003114-C, infirmier d'Etat ppal 3^e échelon

KOUEVI Apelete Minekpo, n°mle 003127-R, infirmier d'Etat de C.E.

d'ALMEIDA-TETHEY Ayivi Messan, n°mle 003116-W, infirmier d'Etat ppal 3^e échelon

KOLANI Yandjoa, n°mle 003166-Q, agent spécialisé des T.P. ppal de C.E.

HLOMASHIE Abalo, n°mle 003123-D, infirmier d'Etat ppal 2^e échelon

D'A MATHA SANT-ANNA Kodjo Sokemawu, n° mle 003146-U, agent spécialisé des T.P. ppal 3^e échelon
 TEKO-AHATEFOU Akuété, n° mle 003176-S, adjoint aditif 1^{re} classe 3^e échelon
 Mme LOKO Dovi Holale, épse SODJI, n° mle 003130-L, infirmière d'Etat de C.E.
 SODJI Ahlonko Agossouh, n° mle 003137-T, infirmier d'Etat de C.E.
 Mlle KONDIS Kombaté Yendouyara, n° mle 003167-Z, infirmière adjointe ppal 3^e échelon
 MANEH Ghano, n° mle 003132-E, anesthésiste 1^{re} classe 4^e échelon
 EUSEBIO Kouassivi Kojola, n° mle 003120-A, technicien supérieur massage-kinésith. ppal 1^{er} échelon

Nominations

Arrêté n° 1367/METFP du 16/10/92 - Est et demeure rapporté en ce qui concerne Mlle GHANE TRAORE Larba, l'arrêté n° 692/MTFP du 08 septembre 1988, portant nomination.

Mlle GHANE TRAORE Larba, n° mle 035688-A, titulaire du Certificat de Fin d'Etudes Normales (CFEN-ENI) est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. B - indice 750) à compter du 9 septembre 1985 et mise à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Mlle GHANE TRAORE Larba, n° mle 035688-A, institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, admise au Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP-CFEN-ELJE), série examen, session de 1985, est titularisée dans son grade à compter du 1^{er} janvier 1986 (AC : 3 mois 22 jours).

La situation administrative de l'intéressée est régularisée comme suit :

- 09-09-87 — institutrice de 2^e classe 2^e échelon (AC : épuisée).
- 09-09-89 — institutrice de 2^e classe 3^e échelon
- 09-09-91 — institutrice de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 13 décembre 1991.

Arrêté n° 1368/METFP du 16/10/92 - Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. TROVEH Kossi Toviekou, n° mle 035684-W, les arrêtés nos 0692/MTFP du 08 septembre 1988 et 00158/MTFP du 07 mars 1990, portant respectivement

nomination et titularisation dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement, 00693/MTFP du 25 septembre 1990, portant avancement automatique d'échelons.

M. TROVEH Kossi Toviekou, n° mle 035684-W, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et du Certificat de Fin d'Etudes Normales (CFEN-ENI) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (cat. B - indice 850) à compter du 05 novembre 1984 et mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

M. TROVEH Kossi Toviekou, n° mle 035684-W, instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire, admis au Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP-CFEN-ENI), série examen, session de 1985, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} janvier 1985 (AC : 1 mois 26 jours).

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 05-11-86 — instituteur de 2^e classe 3^e échelon (AC : épuisée)
- 05-11-88 — instituteur de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 29 octobre 1991.

Arrêté n° 1414/METFP du 3/11/92 - Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. DOUGNA Komi, n° mle 034588-N, les arrêtés nos 784/MTFP du 08 mai 1985 portant nomination, 00651/MTFP du 15 juillet 1987, 00999/MTFP du 09 octobre 1987, portant avancement automatique d'échelons, 00145/MTFP du 10 février 1989, 00298/MTFP du 02 mai 1990 fixant la liste des fonctionnaires non autorisés à avancer en grade.

M. DOUGNA Komi, titulaire du baccalauréat et du diplôme de maîtrise en sciences économique et gestion est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur d'enseignement supérieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (cat. -A1 - indice 1450) à compter du 03 octobre 1977 et reste mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (budget autonome de l'Université du Bénin).

M. DOUGNA Komi, professeur d'enseignement supérieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire, qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi à compter du 03 octobre 1978 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 03-10-79 — professeur ens. sup. de 3^e classe 3^e échelon (indice 1600) AC épuisée
- 03-11-81 — professeur ens. sup. de 3^e classe 4^e échelon (indice 1750).
- 03-10-83 — professeur ens. sup. de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 1900)
- 03-11-85 — professeur ens. sup. de 2^e classe 2^e échelon (indice 2050).
- 03-10-87 — professeur ens. sup. de 2^e classe 3^e échelon (indice 2200)
- 03-11-89 — professeur ens. sup. de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 2350).
- 03-10-91 — professeur ens. sup. de 1^{re} classe 2^e échelon (indice 2500)

Le présent arrêté prend effet du point de vue de la solde à compter du 14 janvier 1992.

Arrêté n° 1415/METFP du 3/11/92 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme de maîtrise ès-sciences juridiques (options : droit des affaires ou carrières judiciaires) et du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.) Cycle III option : magistrature, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de la magistrature en qualité de magistrats de 3^e grade 2^e échelon stagiaires (catégorie A1 - indice 1450) et mis à la disposition du Gardes des Sceaux, ministre de la Justice (section 17 du budget général) :

LOXOGA Kuma
ADAMA-DJIBOM Viwanou Fridou
AGBA Anani Kossi
DEGBOVI Koffi
POKANAM-LARE Nounguine
TAGBE Koffi.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1416/METFP du 3/11/92 — M. PANDAM Nassamou, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.) Cycle I, option : douanes, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des douanes en qualité de contrôleur des douanes 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances (section 07) du budget général.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1417/METFP du 3/11/92 — M. TCHALIM Tagba Atafeyinam, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.) Cycle II, option : administration

générale, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) et mis à la disposition du ministre du Bien-Etre social et de la Solidarité nationale (section 47) du budget général.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1418/METFP du 3/11/92 — M. LEMOU Kodjo, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.) Cycle II, option : douanes, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur des douanes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances (section 07) du budget général.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1486/METFP du 13/11/92 — M. KPODJESSO Komi Gnakpogbé, n° mle 037269-F, employé du bureau permanent 5^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré et du certificat de fin d'apprentissage de dactylographie et qui a réuni cinq (5) années d'ancienneté dans l'administration générale, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 1^{er} octobre 1986 et reste mis à la disposition du ministre de l'Industrie et des Sociétés d'Etat (section 97, chapitre 95 du budget général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 01-10-1988 — adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
- 01-10-1990 — adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon
- 01-10-1992 — adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon (indice 700)

Le présent arrêté prendra effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1487/METFP du 13/11/92 - Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne Mme KODJO-AMOU Kossiwa Fanigné épse BAKPESSI, n° mle 010682-U, les arrêtés n° 192/MFP du 08 février 1973 et 588/MFP du 23 août 1974, portant respectivement nomination et titularisation.

Mme KODJO-AMOU Kossiwa Fanigbé épouse BAKPESSI, n° mle 010682-U, titulaire du diplôme du Centre National de Formation sociale et du diplôme de l'Institut de Formation de Cadres pour le Développement de Bruxelles (Belgique) est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attachée d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100) à compter du 07 décembre 1972 et mise à la disposition du ministre du Bien-Etre social et de la Solidarité nationale (section 25, chapitre 21 du budget général).

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 07-12-72 — attachée d'adm. de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire
- 07-12-73 — attachée d'adm. de 2^e classe 1^{er} échelon titularisée + A.C. : 1 an
- 07-12-74 — attachée d'adm. de 2^e classe 2^e échelon (A.C. néant)
- 07-12-76 — attachée d'adm. de 2^e classe 3^e échelon
- 07-12-78 — attachée d'adm. de 2^e classe 4^e échelon
- 07-12-80 — attachée d'adm. de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 07-12-82 — attachée d'adm. de 1^{re} classe 2^e échelon (indice 1600)
- 01-02-83 — disponibilité sans traitement pour études
- 03-06-85 — rappel à l'activité (A.C. : 1 mois 24 jours)
- 09-04-87 — attachée d'adm. de 1^{re} classe 3^e échelon
- 09-04-89 — attachée d'adm. ppale 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 09-04-91 — attachée d'adm. ppale 2^e échelon (indice 1900)

Le présent arrêté prendra effet au point de vue de la solde à compter du 20 janvier 1992.

Intégrations

Arrêté n° 1346/METFP du 15/10/92 - Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. SALAMI Abdoulaye, les décisions n°s 222, 1596, 1222 et 759/MTFP des 22 mars 1975, 29 septembre 1975, 24 mai 1977 et 24 août 1979 portant promotion, constatant passages automatiques d'échelons, constatant absence irrégulière et portant révocation (régularisation).

M. SALAMI Abdoulaye, contrôleur des PTT de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie B - indice 1350) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, intégré à titre exceptionnel et en application des dispositions de l'article 114 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968, dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur des PTT de 2^e classe 4^e échelon (catégorie A2 - indice 1400) à compter du 25 novembre 1971 et reste mis à la disposition du ministre des Mines et de l'Equipeement.

La carrière de l'intéressé est reconstituée comme suit :

- 25-11-71 — inspecteur des PTT de 2^e classe 4^e échelon
- 25-11-73 — inspecteur des PTT de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 25-11-75 — inspecteur des PTT de 1^{re} classe 2^e échelon
- 25-11-77 — inspecteur des PTT de 1^{re} classe 3^e échelon
- 25-11-79 — inspecteur ppal 1^{er} échelon
- 25-11-81 — inspecteur ppal 2^e échelon
- 25-11-83 — inspecteur ppal 3^e échelon
- 25-11-85 — inspecteur de classe exceptionnelle (indice 2100)

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1348/METFP du 15/10/92 - Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. LALENDE Issa, n° mle 005265-B, l'arrêté n° 277/MFP du 25 avril 1974 portant intégration.

M. LALENDE Issa, n° mle 005265-B, adjoint technique d'agriculture, de 2^e classe 4^e échelon (cat. C - indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, titulaire du diplôme de cadre technique du développement de l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) de Douala (Cameroun), admis en équivalence au Brevet de Technicien Supérieur (BTS) est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 02 juillet 1973, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 28 du budget général).

M. LALENDE Issa, n° mle 005265-B, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100), qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage probatoire, est titularisé dans son grade à compter du 02 juillet 1974 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 02-07-75 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 2^e échelon (AC : épuisée)
- 02-07-77 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 3^e échelon
- 02-07-79 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 4^e échelon
- 02-07-81 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 02-07-83 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 2^e échelon
- 02-07-85 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 3^e échelon
- 02-07-87 — tech. sup. de dév. ppal 1^{er} échelon
- 02-07-89 — tech. sup. de dév. ppal 2^e échelon
- 02-07-91 — tech. sup. de dév. ppal 3^e éch. (indice 2000)

Le présent arrêté prend effet du point de vue de la solde à compter du 03 juillet 1992.

Arrêté n° 1349/METFP du 15/10/92 — M. GATONNOU Kouami Letitsè, n° mle 013977-B, rédacteur en chef de 2^e classe 4^e échelon (cat. A2 - indice 1400) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration, cycle III (option : administration générale) est intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1300) à compter du 11 septembre 1991, date de sa reprise de service et mis à la disposition du ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité (section 15, chapitre 21 du budget général).

Pendant la durée de son stage, l'intéressé est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. GATONNOU Kouami Letitsè continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1400 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n° 1352/METFP du 15/10/92 — M. KOUDAYA Sogbéga Zizi, n° mle 013725-F, inspecteur des impôts de 1^{re} classe 2^e échelon (cat. A2 - ind. 1600), du cadre des fonctionnaires des impôts et des contributions directes, titulaire du diplôme de l'Institut International d'Administration Publique, à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de un (1) an à l'Institut International d'Administration Publique en France est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur des impôts de 1^{re} classe 2^e échelon (catégorie A1 - indice 1600) à compter du 12 août 1991 et conserve son affectation actuelle (section 06, chapitre 22 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 16 décembre 1990, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 1358/METFP du 16/10/92 - Sont et demeurent rapportés les arrêtés nos 273, 453 et 1215/MFP et MJFPT des 13 septembre 1966, 23 octobre 1968 et 14 décembre 1976 portant intégration.

M. ATAKE Essotnam, n° mle 001325-X, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon titulaire du diplôme de l'Institut des Hautes Etudes d'outre-Mer (Cycle B - section administration générale) est intégré dans la catégorie A1 en qualité d'administrateur civil 1^{er} échelon (indice 1300) à compter du 1^{er} juillet 1966.

La carrière de l'intéressé est reconstituée comme suit :

- 01-07-66 — administrateur 1^{er} échelon
- 01-07-68 — administrateur 2^e échelon
- 01-07-70 — administrateur 3^e échelon
- 01-07-72 — administrateur 4^e échelon
- 01-07-74 — administrateur ppal 1^{er} échelon
- 01-07-76 — administrateur ppal 2^e échelon
- 01-07-78 — administrateur ppal 3^e échelon
- 01-07-80 — administrateur en chef 1^{er} échelon
- 01-07-82 — administrateur en chef 2^e échelon
- 01-07-84 — administrateur en chef 3^e échelon (indice 2650)

Le présent arrêté prend effet du point de vue de la solde à compter du 03 juillet 1992.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1359/METFP du 16/10/92 — M. AGODE Koffi Senyo, n° mle 035829-F, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence ès-lettres (option : géographie), est intégré dans la catégorie A2 en qualité de professeur de CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

Arrêté n° 1360/METFP du 16/10/92 — M. TOMFAI Tako Alao, n° mle 036440-S, instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (cat. B - ind. 850) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence ès-lettres, session de juin 1983 (option : histoire), est intégré dans la catégorie A2 en qualité de professeur de CEG de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) et conserve son affectation actuelle (section 27 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste (CEG).

Arrêté n° 1361/METFP du 16/10/92 — M. KPADENOU Kangni, n° mle 021617-T, dessinateur-projecteur ordinaire 3^e échelon (cat. C - ind. 850) du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, titulaire du diplô-

me d'agent technique en génie civil (session d'août 1991) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans au Centre Régional de Formation pour l'Entretien Routier (CERFER) de Lomé, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoint technique des travaux publics de 2^e classe 2^e échelon (cat. B - indice 850) à compter du 1^{er} octobre 1991, date de reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 41, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} décembre 1989, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé dans son ancien corps.

L'intéressé est élevé au 3^e échelon (indice 950) de son grade à compter du 1^{er} décembre 1991.

Arrêté n° 1362/METFP du 16/10/92 — M. DAMTARE Yakouba, n° mle 031274-U, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (cat. C - ind. 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (série A4, session de juillet 1986), est intégré dans la catégorie B en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 750) à compter du 1^{er} août 1986 et reste mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27, chapitre 21 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1363/METFP du 16/10/92 - Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. KUKOM Tédju-Ola, n° mle 005264-S, l'arrêté n° 775/MFP du 07 mai 1972 portant intégration.

M. KUKOM Tédju-Ola, n° mle 005264-S, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon (cat. C - indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de cadre technique de développement de l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) de Douala (Cameroun), admis en équivalence au Brevet de Technicien Supérieur (BTS) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans, est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 29 juin 1972, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 28 du budget général).

M. KUKOM Tédju-Ola, n° mle 005264-S, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100), qui a accompli avec succès l'année régle-

mentaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 29 juin 1973 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 29-06-74 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 2^e échelon (AC : néant)
- 29-06-76 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 3^e échelon
- 29-06-78 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 4^e échelon
- 29-06-80 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 29-06-82 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 2^e échelon
- 29-06-84 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 3^e échelon
- 29-06-86 — tech. sup. de dév. ppal 1^{er} échelon
- 29-06-88 — tech. sup. de dév. ppal 2^e échelon
- 29-06-90 — tech. sup. de dév. ppal 3^e éch. (indice 2000)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 13 mai 1992.

Arrêté n° 1364/METFP du 16/10/92 - Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. OURO-BAWINAY Tchatomby, n° mle 006263-Z, les arrêtés n°s 760/MFP du 31 octobre 1974 et 160/MTFP du 16 février 1979, portant intégration.

M. OURO-BAWINAY Tchatomby, n° mle 006263-Z, adjoint administratif, de 2^e classe 3^e échelon (cat. C - indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de cadre technique du développement de l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) de Douala (Cameroun), admis en équivalence au Brevet de Technicien Supérieur (BTS) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100) à compter du 02 juillet 1974, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

M. OURO-BAWINAY Tchatomby, n° mle 006263-Z, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100), qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 02 juillet 1975 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 02-07-76 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 2^e échelon (AC : néant)
- 02-07-78 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 3^e échelon
- 02-07-80 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 4^e échelon
- 02-07-82 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 02-07-84 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 2^e échelon

- 02-07-86 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 3^e échelon
- 02-07-88 — tech. sup. de dév. ppal 1^{er} échelon
- 02-07-90 — tech. sup. de dév. ppal 2^e échelon
- 02-07-92 — tech. sup. de dév. ppal 3^e éch. (indice 2000)

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1365/METFP du 16/10/92 - Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. AYAYI Ayivi Mensa, n° mle 004714-L, l'arrêté n° 1051/MJ/FP/T du 29 octobre 1976 portant intégration.

M. AYAYI Ayivi Mensa, n° mle 004714-L, adjoint technique d'agriculture, de 1^{re} classe 2^e échelon (cat. C - indice 800) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de cadre technique du développement de l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) de Douala (Cameroun), admis en équivalence au Brevet de Technicien Supérieur (BTS) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans, est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100) à compter du 02 juillet 1976, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 26 du budget général).

M. AYAYI Ayivi Messan, n° mle 004714-L, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100), qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 02 juillet 1977 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 02-07-78 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 2^e échelon (AC : néant)
- 02-07-80 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 3^e échelon
- 02-07-82 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 4^e échelon
- 02-07-84 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 02-07-86 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 2^e échelon
- 02-07-88 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 3^e échelon
- 02-07-90 — tech. sup. de dév. ppal 1^{er} échelon (indice 1800)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 13 mai 1992.

Arrêté n° 1366/METFP du 16/10/92 - Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. TOMETY Ekoué Afotoukpé, n° mle 001753-K, l'arrêté n° 277/MFP du 25 avril 1974 portant intégration.

M. TOMETY Ekoué Afotoukpé, n° mle 001753-K, adjoint technique, de 1^{re} classe 3^e échelon (cat. C - indice 850) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de cadre technique de développement de l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) de Douala (Cameroun), admis en équivalence au Brevet de Technicien Supérieur (BTS) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans, est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 02 juillet 1973, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 20 du budget général).

M. TOMETY Ekoué Afotoukpé, n° mle 001753-K, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100), qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 02 juillet 1974 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 02-07-75 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 2^e échelon (AC : néant)
- 02-07-77 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 3^e échelon
- 02-07-79 — tech. sup. de dév. de 2^e classe 4^e échelon
- 02-07-81 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 02-07-83 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 2^e échelon
- 02-07-85 — tech. sup. de dév. de 1^{re} classe 3^e échelon
- 02-07-87 — tech. sup. de dév. ppal 1^{er} échelon (indice 1800).

Le présent arrêté prendra effet au point de vue exclusif de l'ancienneté à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1373/METFP du 16/10/92 — M. AWUNO Komlan Mensah, n° mle 033120-A, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon (cat B - ind 1150) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme du cycle II de l'Ecole Nationale d'Administration (E. N. A. - option : administration du travail, promotion 1989 - 1992), est intégré dans la catégorie A2 en qualité d'inspecteur du travail de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 20 juillet 1992, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 19, chapitre 20 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. AWUNO est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1150 qu'il a atteint dans le corps des secrétaires d'administration.

Arrêté n° 1375/METFP du 19/10/92 — M. KOUGBLENOU Kodjo, n° mle 033455-Z, adjoint d'administratif de 2^e classe 3^e échelon (cat C - ind 650) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme du cycle I de l'école nationale d'administration (E. N. A.), promotion 1989 - 1992 (option : administration du travail), est intégré dans la catégorie B en qualité de contrôleur du travail de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 750) à compter du 03 août 1992, et conserve son affectation actuelle (section 19, chapitre 22 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. KOUGBLENOU est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Arrêté n° 1376/METFP du 19/10/92 — M. N'DJAMBARA Kantcho, n° mle 033457-K, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon (cat B - ind 1150) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration cycle II, option : douanes, promotion 1989 - 1992, à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de trois (3) ans à l'E. N. A., est intégré dans le cadre des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) à compter du 17 août 1992 et conserve son affectation actuelle (section 19, chapitre 22 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. N'DJAMBARA est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1150 qu'il a atteint dans le corps des secrétaires d'administration.

Arrêté n° 1377/METFP du 19/10/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 470/MFP du 23 août 1971, portant intégration.

M. DZONOUKOU Komi Dokita, n° mle 003808-J, adjoint d'administratif de 2^e classe 4^e échelon (cat C - ind 700) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de cadre technique du développement de l'Institut panafricain pour le Développement de Douala (Cameroun) admis en équivalence du brevet de technicien supérieur (BTS) est intégré dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 28 juin 1971, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 25, chapitre 21 du budget général).

M. DZONOUKOU Komi Dokita, n° mle 003808-J, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage probatoire, est titularisé dans son grade à compter du 28 juin 1972 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

- 28-06-73 — techn. sup. de dév. de 2^e clas. 2^e éch. (AC : néant)
- 28-06-75 — techn. sup. de dév. de 2^e clas. 3^e éch.
- 28-06-77 — techn. sup. de dév. de 2^e clas. 4^e éch.
- 28-06-79 — techn. sup. de dév. de 1^{re} clas. 1^{er} éch.
- 28-06-81 — techn. sup. de dév. de 1^{re} clas. 2^e éch.
- 28-06-83 — techn. sup. de dév. de 1^{re} clas. 3^e éch.
- 28-06-85 — techn. sup. de dév. principal 1^{er} éch.
- 28-06-87 — techn. sup. de dév. principal 2^e éch.
- 28-06-89 — techn. sup. de dév. principal 3^e éch (indice 2000)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 7 avril 1992.

Arrêté n° 1379/METFP du 19/10/92 — Les agents ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaires du diplôme du cycle I de l'Ecole Nationale d'Administration (E. N. A.) promotion : 1989-1992 (option : administration du travail) sont intégrés dans la catégorie B en qualité de contrôleurs du travail de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (indice 750) à compter du 28 juillet 1992 et conservent leur affectation actuelle (section 19, chapitre 20 du budget général) :

— Mme HOUMEY-TONATO Hodémissi Akouvi épouse AHYEE, n° mle 032044-N, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon (cat C - ind. 850)

— DAGADOU Koami Afualeabue Lébéné, n° mle 019732-N, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon (cat C - ind 800)

Pendant la durée de leur stage, Mme AHYEE ET M. DAGADOU sont soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Les intéressés continueront à percevoir le traitement correspondant aux indices 850 et 800 qu'ils ont atteint respectivement dans le corps des adjoints administratifs.

Arrêté n° 1380/METFP du 19/10/92 — Mlle GAGLO Amévi, n° mle 036070-Q, sténo-dactylographe-correspondant de 2^e classe 3^e échelon (cat C - ind 650) du cadre inter-

ministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du 3^e degré, série G1, section d'octobre 1991, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B - indice 750) à compter du 1^{er} novembre 1991 et conserve son affectation actuelle (section 17, chapitre 11 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 28 janvier 1992.

Arrêté n° 1413/METFP du 3/11/92 — M. OURO-AKONDO Issifou, n° mle 037279-R, contrôleur des douanes de 2^e classe 2^e échelon (cat B - ind 850) du cadre des fonctionnaires des douanes, titulaire de la licence en droit, session de juin 1981 (option : droit des affaires) et du diplôme d'études supérieures de l'Ecole nationale des douanes de Neuilly en France, admis en équivalence du diplôme supérieur des inspecteurs des douanes, est intégré dans la catégorie A1 en qualité d'inspecteur des douanes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1300) à compter du 5 août 1982, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 07, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 14 avril 1992.

Arrêté n° 1440/METFP du 10/10/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 758/MFP du 31 octobre 1974 portant intégration de M. SAIBOU Fofana Moukaïla, n° mle 021647-Z,

M. SAIBOU Fofana Moukaïla, n° mle 021647-Z, assistant de production de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C - indice 600) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme d'animateur de programmes et du diplôme de qualification (niveau 2) en République Fédérale d'Allemagne, est intégré dans la catégorie A2 en qualité d'animateur de chaîne de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 13 août 1974 et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 23 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 13-08-1974 animateur de chaîne de 2^e clas. 1^{er} éch. stagiaire
- 13-08-1975 animateur de chaîne de 2^e clas. 1^{er} éch. titularisé + A. C. : 1 an
- 13-08-1976 animateur de chaîne de 2^e clas. 2^e éch. (A.C. néant)

- 13-08-1978 animateur de chaîne de 2^e clas. 3^e éch.
- 13-08-1980 animateur de chaîne de 2^e clas. 4^e éch.
- 13-08-1982 animateur de chaîne de 1^{re} clas. 1^{er} éch.
- 13-08-1984 animateur de chaîne de 1^{re} clas. 2^e éch.
- 13-08-1986 animateur de chaîne de 1^{re} clas. 3^e éch.
- 13-03-1988 animateur de chaîne principal 1^{er} éch.
- 13-03-1990 animateur de chaîne principal 2^e éch. (indice 1900)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1^{er} juin 1992.

Arrêté n° 1455/METFP du 10/11/92 — M. NYASSE Komi Lalawélé, n° mle 036086-Y, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat B - ind 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence es-lettres (option : anglais), est intégré dans la catégorie A2 en qualité de professeur des CEG de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) et reste mis à la disposition du Ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (section 27 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

Arrêté n° 1488/METFP du 13/11/92 — Mme AGBOKA Yawa Eméfa épouse KOFFIGO, n° mle 014287-R, agent de promotion culturelle de 3^e classe 4^e échelon (cat B - ind 1050), titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration cycle II, option : douanes, promotion 1989 - 1992, est intégré dans le cadre des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur des douanes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. A2 - indice 1100) à compter de la date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 37, chapitre 25 du budget général).

Pendant la durée de son stage, Mme AGBOKA Yawa Eméfa épouse KOFFIGO est soumise aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Arrêté n° 1489/METFP du 13/11/92 — M. BOUKPESSI Léah, n° mle 036503-Z, agent technique de 2^e classe 4^e échelon (cat C - ind 700) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme de baccalauréat et d'aptitude professionnelle d'école secondaire technique (spécialité : mécanicien de précision en radio et télévision) de l'Ecole Secondaire Technique de l'Industrie des Télécommunications "Pataky Istvan" de Budapest (HONGRIE) à l'issue d'une mise en position de disponibilité sans traitement pour études d'une

durée de six (6) ans, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat. B - indice 750) à compter du 20 août 1990, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 24 du budget général) AC : 7 mois.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon (indice 850) de son grade à compter du 25 décembre 1991.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1490/METFP du 13/11/92 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. LAMBONI Combiani Souké, n° mle 019546-L, la décision n° 1936/MTFP du 10 décembre 1983, portant avancement automatique d'échelon.

M. LAMBONI Combiani Souké, n° mle 019546-L, assistant de production de 2^e classe 3^e échelon (catégorie C - indice 650) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme de baccalauréat et d'aptitude professionnelle, admis en équivalence du brevet de technicien plus spécialisation en entretien d'appareils de télécommunication, admis en équivalence du brevet de technicien plus spécialisation en entretien d'appareils de télécommunication à l'issue d'une mise en position de disponibilité sans traitement pour études d'une durée de six (6) mois à Budapest en République de Hongrie, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 2^e échelon (cat. B - indice 850) à compter du 13 août 1990 et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 23 du budget général) AC : 5 mois 22 jours.

L'intéressé est élevé au 3^e échelon (indice 950) de son grade à compter du 21 février 1992.

Le présent arrêté prendra effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1491/METFP du 13/11/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 00108/MTFP du 06 février 1992, portant avancement automatique d'échelon.

M. da SILVEIRA Landjekpo Kovi, n° mle 021581-X, surveillant des travaux publics ordinaire de 2^e classe 3^e échelon (cat C - ind 800) du cadre des fonctionnaires des travaux publics, titulaire du diplôme de d'agent technique de Génie civil (session d'août 1991) à l'issue d'un stage de formation professionnelle au centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER) d'une durée de deux (2) ans à Lomé, est

intégré dans la catégorie B en qualité d'adjoint technique des travaux publics de 2^e classe 2^e échelon (indice 850) à compter du 1^{er} octobre 1991, date de reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 41, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 25 octobre 1991.

Arrêté n° 1492/METFP du 13/11/92 — M. NINSAO Napor, n° mle 027523-M, instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (cat C - ind 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session des 4 et 5 octobre 1989 (2^e degré) est intégré dans la catégorie B en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon, (indice 750) à compter du 1^{er} janvier 1990 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

M. NINSAO Napor est élevé au 2^e échelon (indice 850) de son grade à compter du 1^{er} janvier 1992.

Arrêté n° 1495/METFP du 22/11/92 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. ABOUI Kossi, n° mle 003374-Y, l'arrêté n° 215/MFP du 9 mai 1969, portant intégration.

M. ABOUI Kossi, n° mle 003374-Y, agent technique de 2^e classe 3^e échelon (catégorie C - indice 650) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle dans le programme des circuits et systèmes électroniques de l'Institut de la Régie du Service Radio d'Amérique, est intégré dans la catégorie A2 en qualité d'ingénieur des travaux de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 1^{er} janvier 1969 et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 23 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 01-01-1969 ingénieur des travaux de 2^e clas. 1^{er} éch. stagiaire
- 01-01-1970 ingénieur des travaux de 2^e clas. 1^{er} éch. titularisé + A.C. : 1 an
- 01-01-1971 ingénieur des travaux de 2^e clas. 2^e éch. A.C. néant
- 01-01-1973 ingénieur des travaux de 2^e clas. 3^e éch.
- 01-01-1975 ingénieur des travaux de 2^e clas. 4^e éch.
- 01-01-1977 ingénieur des travaux de 1^{re} clas. 1^{er} éch.
- 01-01-1979 ingénieur des travaux de 1^{re} clas. 2^e éch.
- 01-01-1981 ingénieur des travaux de 1^{re} clas. 3^e éch.

- 01-01-1983 ingénieur des travaux principal 1^{er} éch.
- 01-01-1985 ingénieur des travaux principal 2^e éch.
- 01-01-1987 ingénieur des travaux principal 3^e éch.
- 01-01-1989 ingénieur des travaux principal de classe exceptionnelle (indice 2100).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 23 avril 1992.

Arrêtés rapportés

Arrêté n° 1027/METFP du 26/8/92 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. ETSE Dovi Semenyio, n° mle 017750-Y, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire l'arrêté n° 609/METFP du 8 avril 1983 portant licenciement.

Arrêté n° 1341/METFP du 13/10/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 580/METFP du 18 juillet 1991 constatant absence irrégulière de M. FADMA Bégou, n° mle 023438-Y, assistant d'hygiène d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la Subdivision Sanitaire de Yoto.

Arrêté n° 1342/METFP du 13/10/92 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne les agents ci-après désignés relevant de divers ministères l'arrêté n° 1057/METFP du 21 août 1992 constatant absence irrégulière :

Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs

- PALANGA Manabidedé Kobie, n° mle 014314-L, agent de promotion culturelle 2^e classe 4^e échelon.

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique

- AJAVON Abuluwaku Ayi Sena, n° mle 006984-A Conseiller adjoint d'orientation scolaire et professionnelle 2^e classe 1^{er} échelon.
- AMOUSSOU Messan, n° mle 002980-N, instituteur adjoint 2^e classe 3^e échelon.
- DANSOU Kossi-Mensah, n° mle 017398-Q, instituteur adjoint de 3^e classe 3^e échelon.

Ministère du Développement Rural

- AKOEGNON Djagnikpo, n° mle 006005-X, ingénieur d'agriculture classe exceptionnelle.

- KOMLAN Kossigan Igneza, n° mle 006701-X, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon.

- ODJO Atchou, n° mle 030478-Q, technicien supérieur de développement de 1^{re} classe 3^e échelon.

- KADJOSSOU Bama Akouso, n° mle 007575-H, ingénieur travaux agricole de 2^e classe 4^e échelon.

- SOUNÉ Fantchao, n° mle 023667-D, adjoint technique élevage de 1^{re} classe 3^e échelon.

- GABA Kuekuadjo Wobube, n° mle 005296-J, ingénieur travaux pêches 1^{re} classe 2^e échelon.

- OURO-GBELE Oureya, n° mle 033254-Y, adjoint administratif 2^e classe 3^e échelon.

- TOVOR Ayawovi Amewusika, n° mle 014074-L, ingénieur d'agriculture principal 3^e échelon.

Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

- BANG'NA Koura, n° mle 034627-L, professeur Ens. techn. 3^e classe 1^{er} échelon.

Ministère de la Communication et de la Culture

- MIGBODZI Kossi Sekou Gozo, n° mle 032770-L, agent de promotion culturelle 2^e classe 4^e échelon.

- LAMBONI Gbiend, n° mle 014981-X, agent de promotion culturelle 1^{re} classe 1^{er} échelon.

- AKAKPO Yaovi Aholou, n° mle 012652-N, assistant production radio TV Ciné. 1^{re} classe 3^e échelon.

- KWAKU Kokouvi Kwadelou, n° mle 019543-R, assistant production radio TV Ciné. 1^{re} classe 3^e échelon.

- WASUNGU Midakena Bassamawe, n° mle 021162-C, secrétaire d'administration principal 2^e échelon.

- YAOSIKA Mawuli, n° mle 016593-B, professeur d'enseignement général 2^e classe 2^e échelon.

- DAKEVI Agbessi, n° mle 032856-A, animateur d'action culturelle 2^e classe 4^e échelon.

- d'ALMEIDA Ayicoé Ghan, n° mle 011860-N ingénieur radiodiffusion en chef 1^{er} échelon.

- POULI Potcholi, n° mle 021645-F, assistant production radio TV Ciné principal 1^{er} échelon.

— BONFOH Tchontchoko, n°mle 019529-T, rédacteur radio TV 1^{re} classe 3^e échelon.

Ministère de la Santé et de la Population

— ADJETEY ATTIDIGAH Agnélé épouse AGEETOME-GNO, n°mle 023149-P, adjoint administratif 2^e classe 4^e échelon.

Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire

— d'ALMEIDA Ayité G. Tico, n°mle 029479-R, attaché d'administration 1^{re} classe 2^e échelon.

Ministère du Bien-Etre Social et de la Solidarité nationale

— LAKOUGNON Kossi Tcha-Esso, n°mle 013327-R, agent promo/animation Sociale 2^e classe 4^e échelon.

— KOLAGBE Koamivi, n°mle 033572-W, comptable mécanographe 1^{re} classe 2^e échelon.

Ministère de l'Environnement et du Tourisme

— AVUSSE Edoh, n°mle 030619-M, adjoint technique eaux et forêts 2^e classe 4^e échelon.

— OUSSIBOTE Ali Ounoh, n°mle 028529-T, adjoint technique eaux et forêts 1^{re} classe 2^e échelon.

— TCHA-THOM Brikana, n°mle 034467-D, adjoint administratif 2^e classe 1^{re} échelon.

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité

— AGBEVE Kokouvi, n°mle 019839-H, gardien de la paix 6^e échelon.

— ATTIOGBE Djossouvi Agbelenko, n°mle 033882-C, gardien de la paix 4^e échelon.

— TAMAKLOE Kodjo Djidjokpe, n°mle 035185-K, gardien de la paix 3^e échelon.

— TCHAMIE Toi, n°mle 033875-V, gardien de la paix 4^e échelon.

— FAYA Toyi, n°mle 035057-T, gardien de la paix 2^e échelon.

— AHLINVI Cocouvi Ahlonko, n°mle 014500-N, gardien de la paix 7^e échelon.

— AGBEKNIGAN Amevi, n°mle 025670-Y, gardien de la paix 6^e échelon.

— KAWESSINA Djoloua, n°mle 011315-V, gardien de la paix 7^e échelon.

— KLOKPE Assou, n°mle 016353-B, gardien de la paix 6^e échelon.

— ASSOUKOULELENE Hadassiba, n°mle 034075-M, gardien de la paix 4^e échelon.

— MOUSSA Zouberou, n°mle 035073-B, gardien de la paix 3^e échelon.

— TAGBA Kpendelezi, n°mle 035437-P, gardien de la paix 3^e échelon.

— AGO Atchidé, n°mle 035168-S, gardien de la paix 3^e échelon.

— ANIKO Ahota, n°mle 006989-X, brigadier-chef 3^e échelon.

— KATAKONA Wayabena, n°mle 019878-G, gardien de la paix 7^e échelon.

— YATA Arouka, n°mle 025213-P gardien de la paix 5^e échelon.

— TCHANGAI Kpakpabia Essodina, n°mle 335181-F, gardien de la paix 3^e échelon.

— PENEZI Kodjo, n°mle 025873-K, gardien de la paix 6^e échelon.

— AMESSINOOU Kokouvi Elolo, n°mle 014505-B, gardien de la paix 6^e échelon.

— AMANA Kossi Essolakina, n°mle 035361-B, gardien de la paix 3^e échelon.

— BABA-AGBA Boudeh-Bady, n°mle 025720-J, gardien de la paix 5^e échelon.

— BABAKE Lomabalo Makpolelon, n°mle 035051-V, gardien de la paix 2^e échelon.

— AGBENYA Koadjo, n°mle 035167-R, gardien de la paix 3^e échelon.

— AYOLA Essowe, n°mle 034074-C, gardien de la paix 4^e échelon.

— DADZA Posoli, n°mle 035382-G, gardien de la paix 3^e échelon.

— DJEWETI Aboudoulaye Roufai, n°mle 035059-M, gardien de la paix 2^e échelon.

— SIMBA Kossi Kabiza, n°mle 016127-Z, gardien de la paix 7^e échelon.

— TCHEDRE Yoa Kossivi Kpatcha n°mle 007659-D, brigadier chef de police 1^{er} échelon.

— KOSSI Komlan, n°mle 025817-T, gardien de la paix 6^e échelon.

— KOUNATARE Nandjikanm Kananda, n°mle 035427-D, gardien de la paix 3^e échelon.

— TENIN Essoniwa, n°mle 035180-W, gardien de la paix 3^e échelon.

— KONDO Essofa, n°mle 034110-G-P, gardien de la paix 4^e échelon.

— SANGUE Lardja, n°mle 025885-P, gardien de la paix 6^e échelon.

— HOYOUDEYI Menveinoyou, n°mle 035396-W, gardien de la paix 3^e échelon.

— GALOKPO Kodjo Covi, n°mle 033899-V, gardien de la paix 3^e échelon.

— ATAPO Polouki Lassemlaba, n°mle 034108-N, gardien de la paix 4^e échelon.

— AREGBA Akparo Oudjeke, n°mle 014507-V, gardien de la paix 7^e échelon.

Organismes internationaux : OMS

AGBADAN Messan, n°mle 010761-B, inspecteur trésor principal 1^{er} échelon.

Arrêté n° 1382/METFP du 19/10/92 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n°s 1053 et 1043/MTFP des 3 septembre 1984 et 5 juillet 1985 constatant absence irrégulière et portant rappel à l'activité de M. BELEYI Pouta, n° mle 006089-T, administrateur de classe exceptionnelle en service au cabinet du ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération.

Arrêté n° 1388/METFP du 23/10/92 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. SOSSOU Folly Lawoè, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, l'arrêté n° 906/MTFP du 1^{er} juin 1983 portant licenciement.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 23/11/92 à l'arrêté n° 205/METFP du 28 février 1992 constatant absence irrégulière. (régularisation)

Est constatée dans les conditions suivantes, l'absence irrégulière des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Au lieu de :

01 janvier 1988

KOMOU Wezoukila

Lire :

11 septembre 1986

KOMOU Wezoukila

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 13 octobre 1992 à l'arrêté n° 0793/MTFP du 20 septembre 1988 portant nomination.

Au lieu de :

Les candidats ci-après désignés admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires sont nommés dans les conditions suivantes en qualité d'aide-comptables mécanographes et mis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances

Aide-comptables mécanographes de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie C - indice 600)

Lire :

Les candidats ci-après désignés admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires sont nommés dans les conditions suivantes en qualité de *comptables mécanographes* et mis à la disposition du ministre de l'Economie et des Finances

Comptables mécanographes de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie C - indice 600)

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 13 octobre 1992 à l'arrêté n° 0776/MTFP du 1^{er} juillet 1992 portant nomination.

Au lieu de :

M. AKAKPO Adoukonou, n° mle 011974-Q, laborantin permanent hors catégorie, titulaire du diplôme d'agent technique de génie civil du Centre Régional de Formation pour Entretien Routier (CERFER), est nommé dans le cadre des fonction-

naires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent technique des TP de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) à compter du 1^{er} octobre 1991 et reste mis à la disposition du ministre de l'Equipeement et des Mines (section 41, chapitre 20 du budget général).

Lire :

M. AKAKPO Adoukonou, n° mle 011974-Q, laborantin permanent hors catégorie, titulaire du diplôme d'agent technique de génie civil du Centre Régional de Formation pour Entretien Routier (CERFER), est nommé dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique des TP de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 720) à compter du 1^{er} octobre 1991 et reste mis à la disposition du ministre de l'Equipeement et des Mines (section 41, chapitre 20 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 13 octobre 1992 à l'arrêté n° 0731/MTFP du 30 juin 1992 portant admission à la retraite.

Les fonctionnaires ci-après désignés relevant du ministre de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} août 1992.

Au lieu de :

EKUE-HEITAH K. Ayi, n° mle 002696-S, instituteur principal 3^e échelon

Lire :

EKUE-HEITAH K. Ayi, n° mle 002696-S, instituteur de classe exceptionnelle

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5/10/92 à l'arrêté n° 731/METFP du 30 juin 1992 portant admission à la retraite.

Les fonctionnaires ci-après désignés relevant du ministre de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} août 1992.

Au lieu de :

AHADJI Koffi Messan, n° mle 021543-H, instituteur principal 3^e échelon

AHADJI Akossiwa Sessimé, épouse ANAGO, n° mle 002684-W, institutrice principale 3^e échelon

Lire :

AHADJI Koffi Messan, n° mle 021543-H, instituteur de classe exceptionnelle

AHADJI Akossiwa Sessimé, épouse ANAGO, institutrice de classe exceptionnelle

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 31 /8/1992 à l'arrêté n° 895/METFP du 29 juillet 1992 constatant absence irrégulière.

Est constatée, à compter des dates suivantes, l'absence irrégulière des agents ci-après désignés relevant des différents ministères.

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité

09 décembre 1982

Au lieu de :

TAFAMBA Djéri, gardien de la paix 1^{er} échelon ,

Lire :

TAFAMBA Gibril Komi, gardien de la paix 2^e échelon.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 29/7/1992 à l'arrêté n° 781/MTFP du 3 juillet 1992 constatant absence irrégulière.

Est constatée, à compter des dates suivantes, l'absence irrégulière des agents ci-après désignés :

Ministère de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique

Au lieu de :

18 septembre 1984

d'ALMEIDA Yaovi Botsoe Zénon, n° mle 028924-N, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Lire :

d'ALMEIDA Yaovi Botsoe Zénon, n° mle 028924-N, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Le reste sans changement.

ADDITIF du 9/9/92 à l'arrêté n° 1143METFP/SEC du 8/9/1992 portant admission définitive des candidats au concours d'entrée au Cycle I de l'ENA, promotion 1992-1995.

Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours d'entrée au Cycle I de l'ENA les candidats ci-après désignés :

Après

34 — TCHAKLIDJI H. Gabriel

Ajouter

35 — WALLA Tchiou

Le reste sans changement.

ADDITIF du 27/8/92 à l'arrêté n° 205METFP du 28/2/1992 constatant absence irrégulière.

Est constatée, dans les conditions suivantes, l'absence irrégulière des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

Après

HOYINGBETI Kpiki Sam, n° mûle 024783-H, instituteur adjoint de 3^e classe 2^e échelon

Ajouter

28 octobre 1979

YAWANKE Wake Sèyi, instituteur de 2^e classe 3^e échelon

Le reste sans changement.

Divers

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pension de retraite de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 554/MEF/CR du 13/11/92 — Une rente d'invalidité (indice 270, pourcentage 10 %) au montant annuel de : VINGT DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE HUIT (22.468) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1991, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SENYOH Klévor Koffi, assistant d'Hygiène de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé.

Arrêté n° 555/MEF/CR du 13/11/92 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ATTIKPO Dopé née JOHNSON, épouse de feu ATTIKPO Agbévidé, instituteur adjoint de 3^e classe 4^e échelon (pourcentage 48 % indice 700) décédé en activité le 2 août 1988, une pension de veuve au montant annuel de CENT TRENTE TROIS MILLE CENT CINQUANTE (133 150) FRANCS pour compter du 1^{er} septembre 1988 et de CENT TRENTE NEUF MILLE HUIT CENT HUIT (139 808) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de VINGT SIX MILLE SIX CENT TRENTE (26 630) FRANCS pour compter du 1^{er} septembre 1988 et de VINGT SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE DEUX (27 962) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Adjao, née le 18 août 1969

Améyovi, née le 3 juillet 1971

Akossiwa, née le 22 avril 1973

Amélé, née le 23 octobre 1976

Komi, né le 24 mars 1979

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AMEGNONA Koffi, tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Par application des dispositions de l'article 3 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1961, les retenues restantes dues par feu ATTIKPO Agbévidé au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 556/MEF/CR du 13/11/92 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de majoration pour enfants alloué à M. KOUMAH Kodjo, assistant de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la Météorologie et de l'Aéronautique civile (indice 700, pourcentage 60 %) est porté de 20 % à 25 % de sa pension principale, TROIS CENT QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENT SEIZE (349 516) FRANCS pour compter du 1^{er} août 1992 au titre de son enfant du 6^e rang :

Adjovi, née le 1^{er} mai 1972.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à QUATRE VINGT SEPT MILLE TROIS CENT SOIXANTE DIX NEUF (87 379) FRANCS pour compter du 1^{er} août 1992.

Arrêté n° 559/MEF/CR du 13/11/92 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo aux orphelins ci-après désignés :

Sewa, né le 19 janvier 1976

Délalie, née le 24 novembre 1979

enfants du feu AGBODJAN Ata Combé, secrétaire d'Administration principal 3^e échelon (indice 1650, pourcentage 39 %) décédé en activité le 6 juin 1989, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CINQUANTE ET UN MILLE (51 000) FRANCS pour compter du 28 août 1989 et de CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENT CINQUANTE (53 550) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990.

En application des dispositions de l'article 23 paragraphe II, la pension devant revenir aux veuves de feu AGBODJAN Ata Combé, inhabiles est reversée à l'ensemble des orphelins ci-dessus désignés.

Le montant annuel de cette pension est de DEUX CENT CINQUANTE CINQ MILLE QUATRE (255 004) FRANCS pour compter du 28 août 1989 et de DEUX CENT SOIXANTE SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE QUATRE (267 754) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AGBODJAN Kpoti Oladji, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 560/MEF/CR du 13/11/92 — Est accordé pour compter du 1^{er} juillet 1991 pour une période de trois ans renouvelable, un secours temporaire à M. BETEMA Bang'na, administrateur des biens chargé de la tutelle des orphelins de feu KAMAN Abalika, instituteur de 2^e classe 2^e échelon (indice 850), décédé le 17 février 1989 ;

Le montant annuel dudit secours fixé à : CENT MILLE (100 000) FRANCS est payable par trimestre et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, section 25, chapitre 95, article 0000, paragraphe 65, gestion 92.

Arrêté n° 561/MEF/CR du 13/11/92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 70 %) au montant annuel de TROIS CENT QUATRE VINGT DIX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE (390 296) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. IDOH Koffi,

brigadier-chef de Police 2^e échelon du corps du personnel de la Sûreté nationale (indice 670), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. IDOH KOFFI pour compter du 1^{er} janvier 1991 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Adjovi, née le 8 novembre 1965

Ablavi, née le 21 mai 1968

Koffi, né le 23 octobre 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à TRENTE NEUF MILLE TRENTE DEUX (39 032) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1991.

M. IDOH Koffi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Mèyèdi, né le 26 avril 1974

Mensah, né le 30 septembre 1977

Anani, né le 24 mars 1981.

Arrêté n° 562/MEF/CR du 13/11/92 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve MOGLE Doumbièni née DOUTI Kolani, épouse de feu MOGLE Laré, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 3254 du corps du personnel du Régiment Commando de la Garde Présidentielle (indice 420, pourcentage 42 %), décédé en activité le 12 mars 1991, une pension de veuve au montant annuel de : SOIXANTE TREIZE MILLE QUATRE CENTS (73 400) FRANCS pour compter du 1^{er} avril 1991.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée au montant annuel de : CENT VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT VINGT HUIT (124 828) FRANCS pour compter du 1^{er} avril 1991.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins fixée à : QUATORZE MILLE SIX CENT QUATRE VINGTS (14 680) FRANCS pour compter du 1^{er} avril 1991 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Bimate, née le 30 octobre 1981

Bily, né le 1^{er} janvier 1984

Danam, né le 2 mai 1987

Yendoupo, née le 18 octobre 1989.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité temporaire fixée à : VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE HUIT (24 968) FRANCS pour compter du 1^{er} avril 1991.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. MOGLE Yendoukoa, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 563/MEF/CR du 13/11/92 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. ATANDJI Kodjo, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0591 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale DEUX CENT QUARANTE HUIT MILLE HUIT CENT VINGT QUATRE (248 824) FRANCS l'an pour compter du 1^{er} avril 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Amivi, née le 19 juin 1973
Ayaovi, né le 15 juillet 1973
Ayaovi, né le 13 novembre 1975.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT TROIS (24 883) FRANCS pour compter du 1^{er} avril 1992.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. ATANDJI Kodjo ne pourra plus prétendre pour compter du 1^{er} avril 1992 aux allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés :

Arrêté n° 564/MEF/CR du 13/11/92 — La pension de retraite concédée par arrêté n° 368/MEF/CR du 8/4/1990 à M. ASSIH Agoussoyè, lieutenant-colonel du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est suspendue pour compter du 1^{er} octobre 1991.

Arrêté n° 565/MEF/CR du 13/11/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 242/MEF/CR du 20 avril 1987 accordant majoration pour enfants à M. AMAVI Atayi Amakoué Koffi, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 39557 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. AMAVI Atayi Amakoué Koffi, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 39557 du corps du personnel des Forces Armées

Togolaises une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT DOUZE (196 392) FRANCS l'an pour compter du 1^{er} janvier 1987 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Ayigan, né le 13 août 1965
Yao, né le 28 avril 1966
Ayikouélégan, née le 9 juillet 1966.

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1^{er} juillet 1987 au titre de son 4^e enfant Ayivi, né le 30 juin 1967, à 20 % pour compter du 1^{er} mars 1990 au titre de son 5^e enfant Akouvi, née le 18 février 1970 et à 25 % pour compter du 1^{er} mai 1990 au titre de son 6^e enfant Koassi, né le 26 avril 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DIX NEUF MILLE SIX CENT TRENTE NEUF (19 639) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1987, de VINGT NEUF MILLE QUATRE CENT CINQUANTE HUIT (29 458) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1987, de TRENTE MILLE NEUF CENT TRENTE UN (30 931) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990, de QUARANTE UN MILLE DEUX CENT QUARANTE DEUX (41 242) FRANCS pour compter du 1^{er} mars 1990 et à CINQUANTE UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE TROIS (51 553) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1990.

Arrêté n° 566/MEF/CR du 13/11/92 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve LAWSON Afiavi née KLOUTSE, épouse de feu LAWSON Gbessiva Theilly N'kutamin, agent de recouvrement principal de classe exceptionnelle (indice 1050, pourcentage 60 %) en retraite, décédé le 3 septembre 1990 une pension de veuve au montant annuel de DEUX CENT SOIXANTE DEUX MILLE CENT TRENTE SIX (262 136) FRANCS pour compter du 1^{er} octobre 1990.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1^{er} octobre 1990 à chacun des enfants ci-après désignés :

Latré Améyo, née le 21 novembre 1970
Laté Amin, né le 4 août 1973
Taithé Kouakou, né le 1^{er} janvier 1975
Messanvi Coffi, né le 10 juillet 1981.

Le montant annuel de cette pension est de CINQUANTE DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT SEPT (52 427) FRANCS pour compter du 1^{er} octobre 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés

entre les mains de Mme LAWSON Afiavi née KLOUTSE, tutrice des orphelins mineurs du défunt.

Les sommes restantes dues par feu LAWSON Gbessiva Theilly N'kutamin au titre de ses services stagiaires et auxiliaires seront déduites des arrérages à percevoir au titre des pensions fixées par le présent arrêté.

Arrêté n° 567/MEF/CR du 13/11/92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 70 %) au montant annuel de TROIS CENT QUATRE VINGT DIX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE (390 296) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ESSIOMLE Koffi, brigadier-chef de police de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Sûreté nationale (indice 670), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ESSIOMLE Koffi pour compter du 1^{er} janvier 1991 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Adjo, née le 28 octobre 1963
Idiamimi, née le 2 janvier 1966
Oubioudou, née le 28 décembre 1967
Yinassè, né le 1^{er} novembre 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CINQUANTE HUIT MILLE CINQ CENT QUARANTE QUATRE (58 544) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1991.

M. ESSIOMLE Koffi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Abouè, né le 19 novembre 1973
Edinèdi, née le 23 avril 1978
Kokou, né le 15 juin 1983
Kossiwa, née le 15 juin 1986

Arrêté n° 568/MEF/CR du 13/11/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 117/MEF/CR du 21 février 1990 portant concession d'une pension de retraite proportionnelle (pourcentage 35 %) à M. EDAH Komi Nukamewo, Instituteur adjoint de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1000) admis à la retraite.

Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de QUATRE CENT SOIXANTE QUINZE MILLE CINQ CENT TRENTE DEUX (475 532) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1989 et de QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TROIS CENT HUIT (499 308) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EDAH Komi Nukamewo, instituteur adjoint de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1000) admis à la retraite.

Les sommes perçues suivant l'arrêté n° 117/MEF/CR du 21 février 1990 seront déduites des arrérages à percevoir au titre du présent arrêté.

Par application des dispositions de l'article 3, paragraphe 5, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restantes dues par M. EDAH Komi Nukamewo au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 569/MEF/CR du 13/11/92 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve NUBUKPO Adéwodouna (née DEGOU), épouse de feu NUBUKPO Ayawo, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon (indice 700, pourcentage 43 %) décédé en activité le 7 juillet 1984, une pension de veuve au montant annuel de CENT TREIZE MILLE SIX CENTS (113 600) FRANCS pour compter du 22 octobre 1984, de CENT DIX NEUF MILLE DEUX CENT QUATRE VINGTS (119 280) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de CENT VINGT CINQ MILLE DEUX CENT QUARANTE QUATRE (125 244) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Par application des dispositions de l'article 3, paragraphe 4, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restantes dues par M. NUBUKPO Ayawo au titre de ses services stagiaires et auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension de veuve.

Arrêté n° 570/MEF/CR du 13/11/92 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de majoration pour enfants allouée à M. AKABOU Komlan Kouma A. maréchal des logis 6^e échelon n° mle 462 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise est porté de 10 à 15 % de sa pension principale TROIS CENT SOIXANTE DOUZE MILLE HUIT CENT VINGT (372 820) FRANCS l'an pour compter du 1^{er} février 1992 au titre de son enfant.

Tonyényowou, née le 22 octobre 1971

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CINQUANTE CINQ MILLE NEUF CENT VINGT TROIS (55 923) FRANCS pour compter du 1^{er} février 1992.

Arrêté n° 571/MEF/CR du 13/11/92 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 463/MEF/CR du 28 octobre 1970 portant concession d'une pension de retraite à M. KOMBATE Kolani, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 20963 du corps du personnel du 1^{er} Régiment Interarmes Togolais.

Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de : QUATRE VINGT NEUF MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (89 196) FRANCS pour compter du 1^{er} août 1970, de : QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE CENT SEIZE (98 116) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1971, de : CENT SEPT MILLE NEUF CENT VINGT HUIT (107 928) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1974, de : CENT VINGT QUATRE MILLE CENT SEIZE (124 116) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1975, de : CENT QUARANTE DEUX MILLE SEPT CENT TRENTE DEUX (142 732) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1977, de : CENT CINQUANTE SEPT MILLE QUATRE (157 004) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1980, de : CENT SOIXANTE QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE DEUX (164 852) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1982, de : CENT SOIXANTE TREIZE MILLE QUATRE VINGT SEIZE (173 096) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1987, et de : CENT QUATRE VINGT UN MILLE SEPT CENT QUARANTE HUIT (181 748) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KOMBATE Kolani, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 20963 du corps du personnel du 1^{er} Régiment Interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. KOMBATE Kolani pour compter du 1^{er} novembre 1986, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés

Sanwogou, né le 14 juin 1959
Nayakipo, née 1^{er} mai 1964
Makiyesso, née le 24 octobre 1966.

Ce taux est porté à 15 % de sa pension principale pour compter du 1^{er} juin 1990 au titre de son 4^e enfant Lamgbateb né le 8 mai 1970 et à 20 % pour compter du 1^{er} avril 1991 au titre de son 5^e enfant Lakonname né le 9 mars 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à : SEIZE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX (16 486) FRANCS pour compter du 1^{er} novembre 1986, à : DIX SEPT MILLE TROIS CENT DIX (17 310) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1987, à : DIX HUIT MILLE CENT SOIXANTE SEIZE (18 176) FRANCS pour compter du 1^{er}

janvier 1990, à : VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE TROIS (27 263) FRANCS pour compter du 1^{er} juin 1990 et à : TRENTE SIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE UN (36 351) FRANCS pour compter du 1^{er} avril 1991.

M. KOMBATE Kolani pourra prétendre pour compter du 1^{er} août 1970 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Sanwogou, né le 14 juin 1959
Nayakipo, née le 1^{er} mai 1964
Makiyesso, née le 24 octobre 1966.
Lamgbateb, né le 8 mai 1970.

et pour compter du 5 mars 1991 au titre de son enfant Lakonname né le 9 mars 1971.

Les sommes perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée suivant l'arrêté n° 463/MEF/CR du 28 octobre 1970 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 573/MEF/CR du 13/11/92 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à l'enfant Esso-Tissa né le 30 mars 1989, orphelin de feu AWADI Tchonda, sergent-chef de 3^e échelon n° mle 1919 du corps du personnel du Régiment Parachutiste Commando (indice 800, pourcentage 45 %) décédé en activité le 8 août 1989, une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de VINGT NEUF MILLE NEUF CENT SOIXANTE (29 960) FRANCS À compter du 30 mars 1991.

Cette pension est augmentée d'une rente temporaire d'invalidité fixée à VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE HUIT (24 968) FRANCS l'an pour compter du 30 mars 1991.

En application des dispositions de l'article 23, paragraphe II, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, la pension et la rente devant revenir à la veuve de feu AWADI Tchonda sont reversées à l'orphelin mineur Esso-Tissa né le 30 mars 1989.

Le montant annuel de la pension prévue à l'article 2 ci-dessus est fixé à CENT QUARANTE NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT QUATORZE (149 794) FRANCS pour compter du 30 mars 1991.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité fixée à CENT VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT VINGT HUIT (124 828) FRANCS pour compter du 30 mars 1991.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les émoluments attribués à l'orphelin mineur sus-dénommé seront versés entre les mains de M. TCHONDA Eglou Palakiyèm administrateur des biens et tuteur de l'orphelin mineur du de cujus.

Arrêté n° 574/MEF/CR du 13/11/92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant de TROIS CENT DIX HUIT MILLE SIX CENT HUIT (318 608) francs pour compter du 1^{er} janvier 1989 et de TROIS CENT TRENTE QUATRE MILLE CING CENT TRENTE SIX (334 536) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BUABEY Adoté Koffi (Jean), agent spécialisé de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux publics. (indice 670), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BUABEY Adoté Koffi (Jean) pour compter du 1^{er} novembre 1990 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Yao, né le 16 janvier 1969
Adoudé, née le 04 octobre 1970
Adjo, née le 23 octobre 1972

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à TRENTE TROIS MILLE QUATRE CENT CINQUANTE QUATRE (33 454) francs pour compter du 1^{er} novembre 1990.

M. BUABEY Adoté Koffi (Jean) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1989 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés

Yao, né le 16 janvier 1969
Adoudé, née le 04 octobre 1970
Adjo, née le 23 octobre 1972
Kokouvi, né le 27 novembre 1974
Akouavi, née le 07 juin 1978

Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 6, M. BUABEY Adoté Koffi (Jean) ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 3^e enfant : Adjo née le 23 octobre 1972 pour compter du 1^{er} 1990.

Arrêté n° 575/MEF/CR du 13/11/1992 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ESSESSI Afiwa (née AMETEPE) épouse de feu ESSESSI Kodjo Essikpé-Woumato, contrôleur des douanes de 1^{re} classe

2^e échelon (indice 1250, pourcentage 71 %) décédé en activité le 18 septembre 1990, une pension de veuve au montant annuel de TROIS CENT SOIXANTE NEUF MILLE DEUX CENT QUATRE VINGTS (369 280) FRANCS pour compter du 1^{er} octobre 1990.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à Mme veuve ESSESSI Afiwa (née AMETEPE) épouse de feu ESSESSI Kodjo Essikpé-Woumato une majoration pour enfant au montant annuel de SOIXANTE TREIZE MILLE HUIT CENT CINQUANTE SIX (73 856) francs pour compter du 1^{er} octobre 1990 et de QUATRE VINGT DOUZE MILLE TROIS CENT VINGT (92 320) du 1^{er} juin 1991 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Kossi, né le 31 décembre 1961
Kokou, né le 22 avril 1964
Yawo, né le 13 juillet 1967
Abla, née le 09 septembre 1969
Koffi, né le 28 juillet 1977

Il est alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE TREIZE MILLE HUIT CENT CINQUANTE SIX (73 856) francs pour compter du 1^{er} octobre 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Koffi, né le 28 juillet 1972
Koami, né le 10 mai 1975
Kodjovi, né le 03 octobre 1977.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés à l'article 3 seront versés entre les mains de M. ESSESSI Kokou Eidissè, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 576/MEF/CR du 13/11/92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de SEPT CENT SOIXANTE NEUF MILLE NEUF CENT SOIXANTE QUATRE (769 964) francs pour compter du 1^{er} janvier 1989 et de HUIT CENT HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE QUATRE (808 464) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. HOUNSIHOUE Koffi Avoulété, Contrôleur principal 1^{er} échelon du corps du personnel de la Douane (indice 1450), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la même Caisse à M. HOUNSIHOUE Koffi Avoulété pour compter du 1^{er} janvier 1989 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignées :

Enyonam, née le 22 avril 1963

Ama, née le 11 avril 1964

Essi, née le 15 juillet 1971.

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1^{er} mai 1990 au titre de son 4^e enfant Valey née le 28 avril 1974.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE SEIZE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE (76 996) francs pour compter du 1^{er} janvier 1989, à QUATRE VINGT MILLE HUIT CENT QUARANTE SIX (80 846) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et à CENT VINGT ET UN MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX (121 270) francs pour compter du 1^{er} mai 1990.

M. HOUNSIHOUE Koffi Avoulété pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1989 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Valey, née le 28 avril 1974

Kafui, née le 30 août 1976

Dodzi, né le 11 décembre 1978

Kossi, né le 7 septembre 1980.

Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 6 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 M. HOUNSIHOUE Koffi Avoulété ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant Valey pour compter du 1^{er} mai 1990.

Arrêté n° 577/MEF/CR du 13/11/92 — Une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs en vertu des dispositions de l'article 23 paragraphe III de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 pour compter du 23 août 1989 et de VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (24 884) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacun des enfants ci-dessous désignés (dans la limite de cinq), orphelins du feu BAROMA Kézié, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0245 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 575, pourcentage 52 %) en retraite et décédé le 15 avril 1988.

Donga, née le 14 novembre 1970

N'Ma, né le 4 mai 1971

Batchassé, né le 28 juin 1972

Mabafey, né le 10 mai 1974

Bodawonam, née le 13 novembre 1974

Essohanam, née le 14 août 1979

Bidenam, née en 1981

Eyana, née le 11 juin 1982.

Par application des dispositions de l'article 23 paragraphe II de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, la pension devant revenir aux veuves inhabiles est reversée à l'ensemble des orphelins ci-dessus désignés.

Le montant annuel de la pension prévue à l'article 2 ci-dessus est fixé à CENT DIX HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT HUIT (118 488) Francs pour compter du 23 août 1989 et à CENT VINGT QUATRE MILLE QUATRE CENT DOUZE (124 412) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. KOULOUN Tolbè Tchelim Assango, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 578/MEF/CR du 13/11/92 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de HUIT CENT VINGT TROIS MILLE HUIT CENT SOIXANTE (823 860) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AMEKUDJI Dosseh, instituteur principal de 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1650), admis à la retraite.

Le date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AMEKUDJI Dosseh pour compter du 1^{er} janvier 1991 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Kwami, né le 08 juin 1963

Kodjo, né le 23 août 1965

Messan, né le 09 mai 1968

Anani, né le 06 août 1970

Anoumou, né le 04 juillet 1973.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE QUATRE MILLE SEPT CENT SOIXANTE DOUZE (164 772) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1991.

M. AMEKUDJI Dosseh pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son 6^e enfant ci-après désignés ;

Assion, né le 26 juillet 1980

Par application des dispositions de l'article 3 paragraphe IV de la loi 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restantes dues par M. AMEKUDJI Dosseh au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 580/MEF/CR du 13/11/92 — Une pension civile proportionnelle (pourcentage 50 %) au montant annuel de CINQ CENT SOIXANTE UN MILLE SEPT CENT VINGT QUATRE (561 724) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TSE Yao Ganyo, instituteur 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1350), admis à la retraite.

Le date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1990.

M. TSE Yao Ganyo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Mawunyo, née le 20 juin 1978
Koffi, né le 14 août 1970
Adzo Nawomi, née en 1970
Kodzo, né le 7 juin 1972
Kosi-Mensa, né le 23 octobre 1975
Komla, né le 10 février 1981

Les retenues restantes dues par M. TSE Yao Ganyo au titre de ses services auxiliaires seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 581/MEF/CR du 13/11/92 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à l'orphelin Ayikutu Genfi né le 8 août 1975, enfant du feu AYIH Anani Ansah Lolo, agent technique de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de la Santé Publique (indice 950, pourcentage 60 %) en retraite décédé le 12 octobre 1990, une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de QUARANTE SEPT MILLE QUATRE CENT TRENTE QUATRE (47 434) FRANCS pour compter du 12 décembre 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant les émoluments attribués à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de M. AYIH B. Amah chargé de sa tutelle.

Rectificatifs

Caisse de Retraites du Togo

RECTIFICATIF du 4/11/92 à l'arrêté n° 401/MEF/CR du 10 juillet 1989 portant concession d'une pension d'orphelin.

Arrête :

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. BRYM Fassassi, chargé de leur tutelle.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. BRYM Loutha, chargé de leur tutelle.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 9/11/92 à l'arrêté n° 316MEF/CR du 26 avril 1990 portant concession de pensions de veuves et d'orphelins.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. BADJI TCHAPO Kossi, chargé de leur tutelle.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de

Mme veuve BADJI Efoua Kossipui née BRUCE pour l'enfant

Kodjo né le 31 mars 1975
M. BADJI TCHAPO Kossi pour l'enfant Gnandi né le 15 octobre 1979, chargé de leur tutelle.

Le reste sans changement.

Rôles

Décision n° 156/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

247	Lomé	IMF-IS	2 015 100
		FNI	1 100 501
		IS	381 896

	IRPP	2 655 995	
	ISN	732 791	
	IMF-IRPP	1 564 270	
	TSVPS	50 000	
	TC-IR	690 420	
248 Lomé	Taxe foncière	1 325 750	10 516 723

Budget communal

247 Lomé	TC-IR	27 000	
248 Lomé	Taxe foncière	2 651 500	
	TOM	1 072 645	

3 751 145

Compte hors-budget 410-100

247 Lomé	Pénalités	553 190	
----------	-----------------	---------	--

553 190

14 821 058

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de QUATORZE MILLIONS HUIT CENT VINGT ET UN MILLE CINQUANTE HUIT FRANCS est fixée au 28 septembre 1992

Décision n° 157/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

282 Lomé	TP	611 295	
283 Lomé	TP	748 300	
284 Lomé	TP	353 206	
285 Lomé	TP	757 836	
	TSFCB	6 667	
286 Lomé	TP	2 822 921	5 300 225

Budget communal

282 Lomé	TP	1 222 589	
283 Lomé	TP	1 496 600	
284 Lomé	TP	706 413	
285 Lomé	TP	1 515 671	
	TSFCB	13 333	
286 Lomé	TP	5 645 842	

10 600 448

Compte hors budget 410-100

282 Lomé	Pénalités	458 472	
283 Lomé	Pénalités	561 225	
284 Lomé	Pénalités	264 905	1 284 602
			17 185 275

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de DIX SEPT MILLIONS CENT QUA TRE VINGT CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE QUINZE FRANCS est fixée au 28 septembre 1992

Décision n° 158/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

260 Lomé	IRPP	4 966 300	
"	TC-IRPP	179 000	
"	ISN	391 385	
"	IMF/IRPP	2 403 560	
"	IMF/IS	117 406 710	
"	IS	26 337 600	
"	FNI	42 511 635	
"	TSVPS	1 000 000	
"	TBM	7 041 119	
261 Lomé	TP	14 522 580	

216 749 889

Budget préfectoral

261 Lomé	TP	29 045 161	29 045 161
----------	----------	------------	------------

Budget communal

260 Lomé	TC-IRPP	21 000	21 000
----------	---------------	--------	--------

Compte hors budget 410-100

260 Lomé	Pénalités	210 000	210 000
			246 026 050

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de DEUX CENT QUARANTE SIX MILLIONS VINGT SIX MILLE CINQUANTE FRANCS est fixée au 28 septembre 1992

Décision n° 159/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

291 Lomé	Taxes Fonc	731 017	
292 Lomé	Taxes Prof	18 910 483	19 641 500

Budget communal

291 Lomé	Taxes Fonc	1 462 033	
	TOM	504 964	
292 Lomé	Taxes Prof	37 820 967	39 787 964
			59 429 464

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de CINQUANTE NEUF MILLIONS QUATRE CENT VINGT NEUF MILLE QUATRE CENT SOIXANTE QUATRE FRANCS est fixée au 28 septembre 1992

Décision n° 160/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

249	Lomé	TF.....	958 000
250	Lomé	TF.....	774 400

Budget communal

		TF.....	1 916 000
		TOM.....	784 420
249	Lomé	TF.....	1 548 800
250	Lomé	TOM.....	723 610

1 732 400

4 972 830

6 705 230

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de SIX MILLIONS SEPT CENT CINQ MILLE DEUX CENT TRENTE FRANCS est fixée au 28 septembre 1992

Décision n° 161/DGI du 29/10/92 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

262	Lomé	IS.....	2 890 720
		IRPP.....	25 284 153
		TC - IR.....	567 465
		TFG.....	2 840 693
		ISN.....	1 615 517

33 198 548

Budget communal

262	Lomé	TC - IR.....	4 500
-----	------	--------------	-------

4 500

33 203 048

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de TRENTE TROIS MILLIONS DEUX CENT TROIS MILLE QUARANTE HUIT FRANCS est fixée au 28 septembre 1992.

Décision n° 162/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

263	Lomé	T P.....	48 442 000
264	Lomé	T P.....	4 896
265	Lomé	T P.....	4 896
266	Lomé	T P.....	49 582
			48 501 374

Budget communal

263	Lomé	T P.....	96 883 999
264	Lomé	T P.....	9 792
265	Lomé	T P.....	9 792
266	Lomé	T P.....	99 164

97 002 747

145 504 121

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de CENT QUARANTE CINQ MILLIONS CINQ CENT QUATRE MILLE CENT VINGT ET UN FRANCS est fixée au 28 septembre 1992.

Décision n° 163/DGI du 29/10/92 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts des mois de juillet et août exercice 1992.

Budget général

272	Lomé	IRTR.....	18 459 563
-----	------	-----------	------------

18 459 563

Budget communal

272	Lomé	TC - IR.....	52 500
	"	Taxe civique.....	52 500
			105 000

Compte hors budget 410-100

272	Lomé	Pénalités.....	1 286 240
-----	------	----------------	-----------

1 286 240

19 850 803

Décision n° 164/DGI du 29/10/92 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1992 ci-dessous/.

Budget général

281	Lomé	Taxe foncière.....	2 616 474
-----	------	--------------------	-----------

2 616 474

Budget communal

281 Lomé	Taxe foncière.....	5 232 949	
	TOM.....	1 083 394	
			6 316 343
			8 932 817

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de HUIT MILLIONS NEUF CENT TRENTE DEUX MILLE HUIT CENT DIX SEPT FRANCS est fixée au 28 septembre 1992.

Décision n° 165/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires, les rôles exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

276 Lomé	IMF-IS	15 155 205	
	FNI	5 051 735	
	IBM	285 337	
277 Lomé	Taxes Fonc.	178 761	
278 Lomé	Taxe Prof.	839 319	
	TSF-CB	573 333	
			22 083 690

Budget communal

277 Lomé	Taxe Fonc.	357 523	
	TOM	42 902	
278 Lomé	Taxe Prof.	1 678 638	
	TSFCB	1 146 667	
			3 225 730

Compte hors**budget 410-100**

276 Lomé	Pénalités	5 123 069	
			5 123 069
			30 432 489

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de TRENTE MILLIONS QUATRE CENT TRENTE DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT NEUF FRANCS est fixée au 28 septembre 1992.

Décision n° 166/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires, les rôles exercice 1992 ci-après :

Budget général

9 Atakpamé	Taxes Fonc.	1 406 013	
10 Badou	Taxes Fonc.	455 367	
			1 861 380

Budget communal

9 Atakpamé	Taxes Fonc.	2 812 026	
	TOM	374 171	
10 Badou	Taxes Fonc.	910 733	
			4 096 930
			5 958 310

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de CINQ MILLIONS NEUF CENT CINQUANTE HUIT MILLE TROIS CENT DIX FRANCS est fixée au 11 juin 1992.

Décision n° 167/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires, les rôles exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

245 Lomé	Taxe Fonc.	144 000	
246 Lomé	IMF-IRPP	334 600	
	FNI	48 175	
	ISN	257 350	
	IRPP	533 100	
	TC-IR	191 600	
			1 508 825

Budget communal

245 Lomé	Taxe Fonc.	288 000	
	TOM	137 720	
246 Lomé	TC-IR	39 000	
			464 720

budget Compte hors

246 Lomé	Pénalités	73 026	
			73 026
			2 046 571

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de DEUX MILLIONS QUARANTE SIX MILLE CINQ CENT SOIXANTE ONZE FRANCS est fixée au 28 septembre 1992.

Décision n° 169/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires, les rôles de l'exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

287 Lacs	IS	144 550 000	
288 Lacs	IS	144 550 000	
289 Lacs	ISN	75 911 381	

"	IRPP	731 966 060	
"	TS	253 226 043	
290 Lacs	IRPP	104 566 580	
			1 454 770 064

Budget préfectoral

289	TCS	5 316 500	5 316 500
-----	-----------	-----------	-----------

**Compte hors
budget 410-100**

287 Lacs	Pénalités	14 455 000	14 455 000
----------	-----------------	------------	------------

1 474 541 564

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de UN MILLIARD QUATRE CENT SOIXANTE QUATORZE MILLIONS CINQ CENT QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT SOIXANTE QUATRE Francs est fixée au 28 septembre 1992.

Décision n° 170/DGI du 29/10/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires, les rôles exercice 1992 ci-dessous.

Budget général

279 Lomé	IMF-IS	65 041 155	
	IMF-IRPP	1 230 810	
	F.N.I.	21 865 360	
	IRPP	1 205 690	
	ISN	325 058	
	TBM	47 245	
	TSVPS	1 425 000	
	TC-IR	295 872	
280 Lomé	IMF-IS	12 564 045	
"	FNI	4 188 015	
"	TBM	285 337	
			108 473 587

Budget communal

279 Lomé	TC-IR	12 000	
----------	-------------	--------	--

**Compte hors
budget 410-100**

279 Lomé	Pénalités	785 987	
280 Lomé	Pénalités	4 259 349	
			5 045 336

113 530 923

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de CENT TREIZE MILLIONS CINQ CENT TRENTA MILLE NEUF CENT VINGT TROIS Francs est fixée au 28 septembre 1992.

Décision n° 171/DGI du 29/10/92 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois de juillet 1992 ci-après :

Budget général

268 Lomé	IRPP	385 087 630	
	ISN	78 599 354	
	TS	134 118 096	
			597 805 080

Budget communal

268 Lomé	TCS	3 552 418	
			3 552 418
			601 357 498

Décision n° 172/DGI du 29/10/92 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois de juillet 1992 ci-après.

Budget général

267 Lomé	IRPP	187 230	
	IS	164 394	
	TSVPS	50 000	
	TC-IR	29 000	
	Taxe Prof.	79 151	
	Taxes Fonc.	256 222	
	ISN	478 271	
	FNI	250 075	
			1 494 343

Budget communal

267 Lomé	Taxe Prof.	158 303	
	Taxes Fonc.	512 443	
	TOM	133 770	
	TC-IR	400 000	
			1 204 516
			2 698 859

Décision n° 173/DGI du 2/11/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

9 Kéran	IRPP	61 040	
	ISN	36 784	
10 Binah	TC-IR	12 240	
	Taxe Prof.	363 056	
	TSFCB	160 000	
	TC-IR	7 500	
11 Doufelgou	Taxe Prof.	352 892	
	TSFCB	163 333	
	TC-IR	3 000	

1 159 845

Budget préfectoral

9 Kéran	TC-IR	3 000	
10 Binah	Taxe Prof.	726 111	
	TSFCB	320 000	
	TC-IR	208 500	
11 Doufelgou	Taxe Prof.	705 783	
	TSFCB	326 667	
	TC-IR	183 000	
		<u>2 473 061</u>	
		<u>3 632 906</u>	

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE DEUX MILLE NEUF CENT SIX Francs est fixée au 5 octobre 1992.

Décision n° 174/DGI du 2/11/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

36 Dapaong	TP	109 007	
	TSFCB	3 333	
37 Dapaong	TP	1 164 398	
	TSFCB	28 333	
	TC-IR	3 500	
		<u>1 308 571</u>	

Budget communal

36 Dapaong	TP	218 014	
	TSFCB	6 667	
	TC-IR	72 000	
37 Dapaong	TP	2 328 797	
	TSFCB	56 667	
	TC-IR	273 000	
		<u>2 955 145</u>	
		<u>4 263 716</u>	

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de QUATRE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE TROIS MILLE SEPT CENT SEIZE Francs est fixée au 5 octobre 1992.

Décision n° 175/DGI du 2/11/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

17 Kéran	Taxes Fonc.	260 937	
18 Kéran	Taxes Prof.	146 280	
	TSFCB	103 333	
		<u>1 047 825</u>	
19 Doufelgou	Taxes Fonc.		1 558 375

Budget préfectoral

17 Kéran	Taxes Fonc.	521 875	
18 Kéran	Taxes Prof.	292 561	
	TSFCB	206 667	
	TC-IR	66 000	
		<u>2 095 650</u>	
19 Doufelgou	Taxes Fonc.		3 182 753
			<u>4 741 128</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de QUATRE MILLIONS SEPT CENT QUARANTE ET UN MILLE CENT VINGT HUIT Francs est fixée au 5 octobre 1992.

Décision n° 176/DGI du 2/11/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

5 Kéran	Taxe Fonc.	55 900	
6 Kara	IMF-IRPP	2 462 280	
"	IRPP	2 302 560	
"	FNI	820 760	
"	TC-IR	581 820	
"	ISN	887 608	
7 Doufelgou	IRPP	190 160	
	TC-IR	47 085	
	ISN	96 512	
8 Binah	IRPP	121 000	
	TC-IR	40 300	
	ISN	87 985	
		<u>7 693 970</u>	

Budget communal

6 Kara	TC-IR	60 000	
			60 000

Budget préfectoral

5 Kéran	Taxe Fonc.	111 800	
7 Doufelgou	TC-IR	7 500	
8 Binah	TC-IR	9 000	
		<u>128 300</u>	
		<u>7 882 270</u>	

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de SEPT MILLIONS HUIT CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX Francs est fixée au 5 octobre 1992.

Décision n° 177/DGI du 2/11/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

34 Mango	TP	77 989	
35 Dapaong	TF	95 115	
			173 104

Budget communal

34 Mango	TP	155 978	
Dapaong	TF	190 230	
	TOM	114 078	
			460 286
			633 390

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de SIX CENT TRENTE TROIS MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT DIX Francs est fixée au 5 octobre 1992.

Décision n° 178/DGI du 2/11/92 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

12 Binah	Taxe foncière.....	406 775	406 775
----------	--------------------	---------	---------

Budget préfectoral

12 Binah	Taxe foncière.....	813 550	
			813 550
			1 220 325

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de UN MILLION DEUX CENT VINGT MILLE TROIS CENT VINGT CINQ Francs est fixée au 5 octobre 1992.

Décision n° 179/DGI du 2/11/92 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois d'août 1992 ci-dessous :

Budget général

307 Lomé	T P.....	74 980	
308 Lomé	T P.....	229 126	
	TSFCB.....	133 333	
309 Lomé	T P.....	69 314	
	TSFCB.....	10 000	
310 Lomé	T P.....	37 433	
311 Lomé	T. Fonc.....	8 167	
			562 353

Budget communal

307 Lomé	T P.....	149 960	
308 Lomé	T P.....	458 251	
	TSFCB.....	266 667	
309 Lomé	T P.....	138 629	
	TSFCB.....	20 000	
310 Lomé	T P.....	74 867	
311 Lomé	T. Fonc.....	16 333	
			1 124 707
			1 687 060

Décision n° 180/DGI du 6/11/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-après :

Budget général

269 Lomé	Taxes fonc.....	1 062 167	
270 Lomé	Taxes Prof.....	577 165	
	TSFCB.....	193 333	
271 Lomé	Taxes prof.....	2 201 762	
	TSFCB.....	66 667	
			4 101 094

Budget communal

269 Lomé	Taxes Fonc.....	2 124 333	
	TOM.....	728 620	
270 Lomé	Taxes Prof.....	1 154 329	
	TSFCB.....	386 667	
271 Lomé	Taxes Prof.....	4 403 524	
	TSFCB.....	133 333	
			8 930 806
			13 031 900

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de TREIZE MILLIONS TRENTE ET UN MILLE NEUF CENT Francs est fixée au 28 septembre 1992.

Décision n° 181/DGI du 6/11/92 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

15 Kara	Taxe prof.....	679 190	
"	TSFCB.....	6 700	
16 Kara	Taxe prof.....	532 574	
"	T C-IR.....	127 500	
			1 345 964

Budget communal

15 Kara	Taxe prof.....	1 358 376
	TSFCB.....	13 300
"	TC-IR.....	351 000
16 Kara	Taxe prof.....	1 065 146
	TC-IR.....	300 000
		<u>3 087 822</u>
		<u>4 433 786</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de QUATRE MILLIONS QUATRE CENT TRENTE TROIS MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT SIX Francs est fixée au 5 octobre 1992.

Décision n° 182/DGI du 6/11/92 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

45 Bassar	Taxe Fonc.....	720 662	720 662
-----------	----------------	---------	---------

Budget communal

45 Bassar	Taxe Fonc.	1 441 325	1 441 325
		<u>1 441 325</u>	<u>1 441 325</u>
		<u>2 161 987</u>	<u>2 161 987</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de DEUX MILLIONS CENT SOIXANTE ET UN MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SEPT Francs est fixée au 5 octobre 1992.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****ECOBANK-TOGO****BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1992****(MONTANT EXPRIMES EN FRANCS CFA)**

ACTIF		PASSIF	
CAISSES ET BANQUE CENTRALE		BANQUES ET CORRESPONDANTS BANCAIRES	
Caisses	57 438 904	Comptes à vue	21 050 234
Banque centrale	679 785 211	Dépôts reçus	1 000 000 000
	<u>737 224 115</u>		<u>1 021 050 234</u>
BANQUES ET CORRESPONDANTS BANCAIRES		AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	
Comptes à vue	753 548 121	Comptes à vue	500 565 477
Dépôts à terme	3 572 500 000		<u>500 565 477</u>
	<u>4 326 048 121</u>	GOUVERNEMENTS ET INSTITUTIONS INTERNATIONALES NON FINANCIERS	
CREDITS A LA CLIENTELE		Comptes à vue	28 690 731
Crédits ordinaires	6 288 953 861	Dépôts reçus	3 210 000 000
	<u>6 288 953 861</u>		<u>3 238 690 731</u>
CREDITS EN SOUFFRANCE		AUTRES AGENTS ECONOMIQUES	
Créances échues mais non honorées	168 487 476	Comptes disponibles par cheque en virements	1 809 345 815
Créances litigieuses ou contentieuses	90 716 280	Dépôts reçus	2 974 671 469
Créances douteuses	692 581 651	Comptes à régime spécial	500 859 092
Prov. pour déprec. créances douteuses	(562 844 102)	Autres sommes dues à la clientèle	613 940 731
	<u>388 941 305</u>		<u>5 898 817 107</u>
AUTRES COMPTES		AUTRES COMPTES	
Valeurs recues de la clientèle P/enct	105 455 112	Comptes exigibles après encaissement	143 729 657
Débiteurs divers	18 085 418	Créditeurs divers	25 742 717
Comptes régularisations actif	211 297 090	Comptes de régularisation passif	473 668 603
	<u>334 837 620</u>		<u>643 140 977</u>

IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Valeur brute	201 627 493	CAPITAL & RESERVES	
moins-amortissements	(100 512 757)		
Valeur nette	101 114 736		
CERTIFICATS F.N.I.	32 018 173		
IMMOBILISATIONS EN COURS	10 320 223		
			750 000 000
		Capital	
		Report à nouveau	21 082 287
		Réserve F. N. I.	32 018 173
		Réserve légale	2 085 149
		Propre assurance/prêt personnel	453 023
		Réserve spéciale	2 611 374
			808 250 006
		PROVISIONS POUR LITIGES	48 714 173
		RESULTATS	60 229 449
TOTAL ACTIF	12 219 458 154	TOTAL PASSIF	12 219 458 154

HORS BILAN (ACTIF)

Crédits documentaires : 2 914 016 049
 engagement sous forme d'acceptation, d'aval, cautions et autres garanties : 745 217 348

ECOBANK-TOGO

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE
AU 30 SEPTEMBRE 1992
(Montant exprimés en francs cfa)

PRODUITS BANCAIRES

Produits financiers	1 732 234 571
Commissions	116 425 374
Produits accessoires	20 784 134
Différences de change	359 269 389
	<u>2 228 713 468</u>

CHARGES BANCAIRES

Frais financiers	1 109 023 316
Commissions payées	10 423 661
	<u>1 119 446 977</u>

PRODUIT NET BANCAIRE

1 109 266 491

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Matières et fournitures	28 001 783
Autres services consommés	91 714 733
Charges et pertes diverses	76 177 662
Frais de personnel	300 791 530

Impôts et taxes	85 362 226
Dotations aux amortissements	29 226 477
Dotations aux provisions	350 351 916

961 626 327

BENEFICE D'EXPLOITATION

147 640 164

ECOBANK-TOGO

COMPTE DE PERTES ET PROFITS
AU 30 SEPTEMBRE 1992
(Montant exprimés en francs cfa)

BENEFICE D'EXPLOITATION	147 640 164
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	6 912 093
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	(56 944)
PROFITS EXCEPTIONNELS	1 063 075
PERTES EXCEPTIONNELLES	(24 981 142)
PRELEVEMENT F.N.I.	(11 143 567)
IMPOT SUR LES SOCIETES	(59 204 230)

BENEFICE DE L'EXERCICE

60 229 449

UNION TOGOLAISE DE BANQUE

TABLEAU DE CONCORDANCE ENTRE LES
RUBRIQUES PORTEES SUR LE BILAN RESUME DES-
TINE A ETRE PUBLIE AU JOURNAL OFFICIEL ET LES
RUBRIQUES DE LA SITUATION MENSUELLE

BILAN RESUME 30-09-1992

ACTIF

Caisse, Postes, Trésors publics, Ban- que Centrale.....	41 321 080 981
Banques et correspon-dants	1 175 259 883
Portefeuille effets	2 084 901 736
Crédits à court terme	18 032 488 151
Crédits à moyen terme	7 320 353 088
Crédits à long terme	-
Débiteurs divers	65 025 284
Débiteurs par acceptation	191 197 857
Titres - Participations	198 486 100
Actionnaires	-
Comptes d'ordre et divers	1 823 294 077
Immeubles et mobilier	1 725 836 439
Pertes de l'exercice	-
Pertes des exercices antérieurs	-
TOTAL ACTIF	73 937 923 596

PASSIF

Postes - Trésors Publics	2 043 456 641
Comptes de chèques	11 381 786 866
Comptes courants	10 205 762 809
Banques et correspondants	1 109 321 957
Comptes exigibles après encaissement...	1 794 996 416
Crédits divers	1 223 971 677
Acceptations à payer	191 197 857
Bons et Comptes à échéances fixes..	40 748 798 763
Comptes d'ordre et divers	1 523 029 737
Réserves	1 709 817 864
Capital ou Dotations	2 000 000 000
Bénéfices reportés	772 724
	5 010 285
TOTAL PASSIF	73 937 923 596

HORS BILAN

Engagements reçus	3 016 412 500
Engagements donnés	10 244 389 745
Ouverture de crédits confirmés	1 330 583 309

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1992

ACTIF	MONTANT BRUT	MONTANT NET	TOTAUX PARTIELS
- Banque - Caisses - Trésor			8 796 090 711
Comptes à vue et Comptes courants		1 636 090 711	
BCEAO/FNADP	20 281 206		
BCEAO/SNI compte à vue MM	840 648 110		
BCEAO/SNI compte courant	390 000 000		
Banques	36 612 581		
Caisses	1 900 491		
Trésor public	346 648 323		
- Comptes à terme		7 160 000 000	
BCEAO/SNI MM	4 000 000 000		
BTD - Dépôts à terme	150 000 000		
CNCA - Dépôt à terme	50 000 000		
BCCI - Dépôt à terme	1 960 000 000		
ECOBANK - Dépôt à terme	1 000 000 000		
			5 927 956 051

ACTIF	MONTANT BRUT	MONTANT NET	TOTAUX PARTIELS
- Prêts normaux			
Prêts à court terme	247 106 417		
Prêts à moyen terme	5 125 945 341		
Prêts à long terme	554 904 293		
- Prêts douteux			187 498 318
Prêts douteux à court terme	307 411 213	92 375 967	
Provisions	- 275 035 246		
Prêts douteux à moyen terme	- 2 611 435 095	155 122 351	
Provisions	- 2 456 312 744		
Prêts douteux à long terme	183 688 495	0	
Provisions	- 183 688 495		
- Débiteurs divers			116 658 781
Autres débiteurs	246 731 148	19 173 686	
Provisions	- 227 557 462		
Compte de régularisation - Actif	97 485 095	97 485 095	
- Autres valeurs immobilières			649 378 032
Dépôts et cautionnements		1 549 032	
Titre de participation	1 304 574 000	429 079 000	
Provision sur titre de participation	- 875 495 000		
Obligations	418 750 000		
Prévisions obligations	- 200 000 000		
- Valeurs immobilisées			212 506 195
Immobilisations corporelles	476 684 697	207 133 182	
Amortissements	- 269 551 515		
Immobilisations incorporelles	36 505 649	5 373 013	
Amortissements	- 31 132 636		
- Résultat			383 489 643
Perte nette de l'exercice		383 489 643	
TOTAL			16 273 577 731

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1992

PASSIF	MONTANT	TOTAUX PARTIELS
- Dépôts à vue		47 498 008
Sociétés privées	47 498 008	
- Dépôts à terme		5 643 061 875

Sociétés d'Etat et para-publiques	1 731 316 287	
Sociétés privées	689 299 889	
Entreprises publiques et Sociétés d'Etat	3 222 445 699	
- Emprunts et obligations		7 691 640 000
Obligations FNI	7 691 640 000	
- Créanciers divers		1 186 965 776
Trésor, provisions pour prélèvement FNI	200 000 000	
Etat, impôts et taxes	82 200 455	
Autres créiteurs	495 367 861	
Compte de régularisation - Passif	409 397 460	
- Fonds gérés		2 374 578 378
Prélèvements FNI	536 886 443	
Rompus sur titres FNI	456 249	
Dotation FGCT	268 205 782	
Dotations FBI (500 000 000 - 20 021 677)	479 978 323	
Dotations FNADP	1 064 091 581	
Dotations aux Revendeuses	25 000 000	
- Provisions pour charges et pertes		333 669 812
Provisions pour risques FGCT	287 627 336	
Provisions pour congés	34 754 028	
Provisions pour impôts	11 288 448	
- Fonds propres		1 033 836 118
Capital	500 000 000	
Fonds de démarrage	8 000 000	
Report antérieur	1 511 836 118	
		16 273 577 731

COMPTÉ D'EXPLOITATION GENERAL AU 30-09-92

DEBIT	MONTANT	CREDIT	MONTANT
Intérêts sur dépôts reçus	621 048 784	Produits des placements	775 727 463
Intérêts des obligations FNI	211 555 950	Intérêts des prêts	292 248 915
Frais bancaires	449 431	Commission de garantie	2 462 506
Electricité, Eau, Carburant	20 727 199	Dividendes	39 810 000
Fournitures diverses	12 499 883	Autres produits	32 475 198
Transports et déplacements	8 897 525	Perte d'exploitation	465 680 959

Services divers	80 471 919		
Autres charges de gestion	42 819 549		
Frais de personnel	396 203 633		
Impôts et taxes	21 307 759		
Dotations aux Amortissements	38 854 311		
Dotations aux Provisions	153 569 098		
	<u>1 608 405 041</u>		<u>1 608 405 041</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30-09-92

DEBIT	MONTANT	CREDIT	MONTANT
Perte d'exploitation	465 680 059	Résultat sur cession	1 007 875
Pertes diverses EX ant	11 235 604	Profits Div. EX ant	7 186 366
Impôts sur résultat	16 056 583	Reprise sur Provisions	101 289 262
		Perte nette de l'exercice	383 489 643
	<u>492 973 146</u>		<u>492 973 146</u>